

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Nouvelle Série — N° 14-15
JANVIER - FÉVRIER 1945

PRIX : 10 Francs

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale



LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE

Editorial. — Résolution du Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale sur le mûrissement de la situation révolutionnaire en Europe et les tâches immédiates de la IV^e Internationale. — La Révolution grecque, *par Spero*. — La crise et l'expérience belges, *par F.* — Devant la nouvelle étape de la Révolution espagnole, *par E.-A.* — Problèmes de la Révolution italienne, *par Marc Loris*. — Trois conceptions de la Révolution, *par L. Trotsky*. — Nouvelles de l'Internationale.

FRATERNISATION PROLÉTARIENNE

▼

SOLDATS ROUGES ! Sur tous les fronts, vous vous trouvez en présence de complots ourdis par les Anglais. Les troupes contre-révolutionnaires tirent sur vous avec des fusils anglais. Dans les dépôts de Chenkoursk et d'Onéga, sur le front Sud comme sur le front Ouest, vous trouvez du matériel sortant des usines anglaises. Les prisonniers que vous avez faits sont habillés d'uniformes de fabrication anglaise. Les femmes et les enfants d'Arkhangelsk et d'Astrakhan sont mutilés et tués par des aviateurs anglais, au moyen d'explosifs anglais. Les bateaux anglais bombardent nos côtes...

Mais même aujourd'hui, où nous avons engagé un rude combat contre Youdenitch, agent de l'Angleterre, JE VOUS DEMANDE DE NE JAMAIS OUBLIER QU'IL Y A DEUX ANGLETERRES.

A côté de l'Angleterre des profits, des boucheries, de la violence, de l'Angleterre assoiffée de sang, il y a l'Angleterre du travail, de la force spirituelle, des idéaux élevés, de la solidarité internationale. C'est l'Angleterre méprisante et malhonnête des trafiquants du Stock Exchange qui nous combat. L'Angleterre du travail et du peuple est à nos côtés.

Appel de Léon Trotsky, commissaire du peuple à la Guerre, le 24 Octobre 1919, aux combattants de l'Armée Rouge.

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale

ÉDITORIAL

FÉVRIER 1944 ♦ FÉVRIER 1945

LA SEULE VOIE

IL y a un an que la Conférence Européenne de la IV^e Internationale s'est réunie quelque part en Europe. Malgré la guerre impérialiste, malgré l'occupation nazie, malgré les difficultés et la terreur sans précédent dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, les représentants de plusieurs sections européennes ont pu échanger leur expérience, constater l'identité de leur programme et élaborer les grandes lignes d'une politique commune actuelle.

La Conférence Européenne de février 1944 fut la preuve de la vitalité du mouvement trotskyste, du seul mouvement ouvrier internationaliste qui s'oppose à la guerre impérialiste et continue les traditions du marxisme révolutionnaire de Marx, de Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de Lénine et de Trotsky.

Depuis février 1944, l'évolution de la situation internationale a généralement confirmé les perspectives tracées par la Conférence Européenne. Définissant les raisons qui poussaient à l'époque l'impérialisme anglo-américain à une action plus énergique en Europe (création de ce qu'on appelait le "second front"), les thèses de la Conférence Européenne s'exprimaient ainsi :

La montée révolutionnaire en Europe, jointe à l'avance de l'Armée Rouge, met à l'ordre du jour un débarquement des impérialismes américain et anglais en Europe. Il s'agit à la fois de gagner de vitesse la révolution prolétarienne et d'empêcher une nouvelle avance de l'Armée Rouge dans les pays capitalistes...

... Les sections de la IV^e Internationale doivent extirper dès maintenant toutes les illusions que

la bourgeoisie et ses agents dans la classe ouvrière sèment dans les masses, afin de les soumettre aux visées de l'impérialisme américain...

... Elles doivent dévoiler la véritable nature et le véritable objectif contre-révolutionnaire du débarquement (1).

En juin 1944, le "second front" est devenu effectivement une réalité, et depuis, les événements, tant en Italie qu'en Belgique et en Grèce, ont illustré de la plus éclatante façon le rôle contre-révolutionnaire de la "libération" anglo-américaine.

Se référant à la politique de la bureaucratie soviétique et du stalinisme, les thèses de la Conférence Européenne affirmaient que :

Dans la mesure même où elle renonce aux méthodes de l'action ouvrière pour défendre l'U.R.S.S., la bureaucratie ne peut avoir recours contre l'impérialisme qu'aux méthodes de l'impérialisme lui-même : il lui faut s'assurer des frontières stratégiques, créer des zones d'influence, chercher à s'emparer de points d'appui économiques, qui lui permettront de reconstruire et de stabiliser son économie...

... Il ne s'agit pas là seulement de moyens de chantage, mais d'un plan véritable de la bureaucratie stalinienne...

... En définitive, il s'agit, tout en utilisant les soulèvements des masses populaires, de les faire servir aux intérêts de la caste de la bureaucratie, au travers d'une alliance avec une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Cette manœuvre s'effectue sous le drapeau de la propriété privée et de la démocratie bourgeoise.

(1) Quatrième Internationale, n° 4-5, Février-Mars 1944.

Il est clair aujourd'hui que sur ce point aussi la Conférence Européenne a pu tracer une perspective généralement juste.

La bureaucratie soviétique a adopté vis-à-vis de la révolution prolétarienne une attitude foncièrement hostile.

Dans les pays occupés par l'Armée Rouge, non seulement on n'assiste pas au développement de la révolution prolétarienne, ardemment désirée par les masses, mais au contraire à son étrangement systématique.

Sous la très forte pression des ouvriers et des paysans, ayant salué l'entrée de l'Armée Rouge dans ces pays comme le commencement de la révolution, la bureaucratie stalinienne a été obligée de procéder timidement à la réforme agraire (Pologne, Hongrie), ainsi qu'à une épuration des éléments réactionnaires et fascistes plus ou moins étendue (Bulgarie, Roumanie).

Mais toutes ces mesures n'ont qu'un caractère épisodique et ne font, dans aucun cas, partie d'une action révolutionnaire ayant pour but d'aboutir au renversement du régime capitaliste et au triomphe du socialisme.

En Pologne et en Hongrie, la réforme agraire a complètement épargné les terres de l'Eglise et n'a touché que les domaines des féodaux "collaborateurs".

En Finlande, la commission de contrôle soviétique aurait informé le gouvernement finlandais que la nationalisation envisagée de la grosse industrie et des banques serait contraire aux intérêts russes car elle pouvait diminuer la production et rendre difficile le paiement des réparations.

En Bulgarie, où les masses ont accueilli dans un délire révolutionnaire l'Armée Rouge, ce sont les leaders communistes (d'après le New-York Times du 21 Septembre 1944), secondés par les officiers soviétiques, qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour « empêcher les extrémistes du parti de développer leur agitation pour la soviétisation du pays ».

Les institutions monarchiques restent en place aussi bien en Roumanie qu'en Bulgarie et en Yougoslavie. Le communiste Pavlov est un des trois nouveaux régents bulgares. A la tête du gouvernement de plusieurs de ces pays se trouvent des généraux réactionnaires ayant pris part directement ou indirectement dans la guerre contre la Russie (Mannerheim, Miklos, Radescu).

Dans les autres pays européens, la politique stalinienne n'a pas un caractère moins

contre-révolutionnaire. Il suffit de mentionner le cas de la France et de l'Italie.

En France, le Parti Communiste, à la suite du discours de Thorez à Ivry, se déclara ouvertement hostile à toute atteinte à l'autorité de l'Etat bourgeois, de sa justice, de sa police, de son armée, et à toute mesure de caractère socialiste.

En Italie, le Parti Communiste, ayant rompu son entente avec le Parti Socialiste, participe de nouveau au cabinet réactionnaire de Bonomi, prend la tête de la campagne pour la réorganisation de l'armée bourgeoise italienne, et est le seul parti ouvrier qui soutient la régence du prince Humbert.



Malgré l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme et du stalinisme, la Conférence Européenne prévoyait, à juste titre, l'inévitable transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et l'ouverture d'une longue période de crise révolutionnaire.

Les événements qui se sont déroulés depuis février 1944 ont clairement démontré l'aspiration profonde des masses à s'arracher au sanglant chaos capitaliste, malgré le caractère conservateur chauvin, embourgeoisé de leurs directions "communistes" et "socialistes".

En Italie, en Pologne, en Hongrie, en Belgique, dans les Balkans, l'agitation révolutionnaire des masses suit, malgré ses oscillations inévitables, une ligne moyenne ascendante.

Chaque jour de guerre qui passe plonge l'Europe capitaliste dans une situation toujours plus chaotique.

Tous les efforts des gouvernements bourgeois pour faire face à cette situation, remettre en marche l'économie délabrée, endiguer l'inflation, améliorer le ravitaillement, aboutissent à un échec complet. L'expérience Gutt en Belgique, la plus audacieuse qu'un gouvernement bourgeois ait entreprise sur le plan monétaire et financier, a complètement échoué (de l'avis même d'un journal capitaliste aussi sérieux que le journal français Le Monde, 18-19 Février 1945), ayant provoqué une véritable déflation avec toutes ses conséquences déprimantes pour la reprise économique, sans même faire baisser les prix.

Le mûrissement de la situation révolutionnaire en Europe et les tâches immédiates de la IV^e Internationale

La résolution suivante a été adoptée par le Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale dans sa réunion de Janvier 1945, environ un an après la Conférence Européenne de Février 1944.

LES événements qui se sont déroulés depuis la Conférence Européenne de Février 1944 ont, en général, confirmé ses perspectives.

En Juin 1944, les impérialismes américains et anglais sont sortis de leur attitude expectative et ont massivement déversé leurs forces armées sur l'Europe, dans le but, tout en écrasant l'impérialisme allemand, d'endiguer la montée révolutionnaire, de la briser, de contrecarrer l'influence de l'U. R. S. S. et de consolider ainsi en définitive les multiples gains que la guerre leur procure en Europe.

Le caractère réactionnaire et nettement contre révolutionnaire de leur intervention a été par ailleurs pleinement démontré.

L'intervention impérialiste contre-révolutionnaire

En ITALIE, ils ont soutenu Badoglio, un des principaux piliers du régime fasciste de Mussolini et la monarchie banqueroutière contre les aspirations démocratiques et révolutionnaires des masses italiennes.

Quand Badoglio s'est vu obligé de démissionner devant le mécontentement grandissant du peuple, les impérialismes anglais et américain ont fait paraître sur la scène Bonomi et ont continué à exercer sur lui et sur l'ensemble de la vie politique en Italie leur tutelle réactionnaire.

En BELGIQUE, ils ont soutenu Pierlot, représentant du grand capital financier belge, et ils n'ont pas hésité à protéger son pouvoir fictif et détesté par le feu de leurs tanks et canons.

En GRÈCE, ils ont entrepris ouvertement la défense de la bourgeoisie réactionnaire groupée autour de Papaandréou et des formations fascistes qui ont martyrisé le peuple grec pendant l'occupation hitlérienne.

Avec une brutalité et une sauvagerie exceptionnelles, ils ont employé massivement leurs avions, leurs tanks et le blocus de leur flotte pour arriver à bout de l'indomptable énergie révolutionnaire de ce petit peuple.

En ESPAGNE, tout en continuant de soutenir au pouvoir le sanglant Franco, leur politique consiste à amortir le choc de sa chute inévitable et préparer la transition par un gouvernement provisoire appuyé sur l'armée et la police.

En ALLEMAGNE enfin, au fur et à mesure que leurs armées y pénètrent, leurs mesures sont dominées par le souci constant d'éviter, et de briser, dans le cas où elle se produirait, l'explosion révolutionnaire du peuple allemand, en imposant un régime d'oppression et de terreur qui est appuyé en partie sur les éléments fascistes de l'administration hitlérienne et des formations de S. S.

Si l'impérialisme anglais, plus directement intéressé à la situation européenne, plus averti, plus expérimenté traditionnellement, plus cynique, apparaît comme la force impérialiste la plus agressive, il n'y a pas de divergences réelles entre lui et l'impérialisme américain sur l'attitude à adopter envers les mouvements révolutionnaires des masses européennes.

Tous les deux, malgré l'antagonisme réel et profond qui les oppose en général, et tout en ayant parfois des intérêts différents dans les divers pays européens, sont d'accord sur la nécessité de maintenir l'ordre capitaliste réactionnaire partout en Europe et de briser dès le début l'élan révolutionnaire des masses.

La politique du stalinisme

La bureaucratie stalinienne de l'U.R.S.S. s'est avérée, en définitive, comme il était prévu, quoique d'une façon plus complexe, en raison de la diversité de ses intérêts dans les différents pays européens et de la pression des masses plus ou moins forte sur les appareils des Partis Communistes, non moins hostile à tout développement révolutionnaire de la situation en Europe. Dans les pays occupés par l'Armée Rouge : la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Finlande, le régime capitaliste est maintenu ; l'appareil militaire régnait en maître et les généraux réactionnaires et fascistes (Mannerheim, Miklos, Radesco) qui ont participé à la guerre contre la Russie restent à la tête, soutenus par des combinaisons « front populistes » de politiciens bourgeois et de représentants des partis communistes.

Dans tous ces pays, la bureaucratie stalinienne a, avant tout, le souci d'apparaître devant l'impérialisme mondial comme un facteur « d'ordre ».

En FRANCE, afin d'arriver à la conclusion de l'alliance militaire avec ce pays ayant pour but le pillage en commun de l'Allemagne, et d'arracher la France à l'orbite américaine, le Parti Communiste est à la tête de la politique d'union sacrée et sacrifie sciemment les intérêts propres de la classe ouvrière.

En ITALIE, le Parti Communiste vise systématiquement à gagner par sa politique la confiance de la bourgeoisie et amener le Vatican à composer, afin de devenir là aussi un grand parti « national », capable d'orienter la politique extérieure du pays dans un sens pro-russe.

Le Parti Communiste italien a préféré rompre son alliance avec le Parti Socialiste, que rompre avec Bonomi, et il est le seul parti ouvrier en Italie qui soutient la régence du prince Humbert.

En ESPAGNE, le Parti Communiste apparaît comme l'animateur du mouvement de « l'Union nationale » qui renouvelle, dans des conditions particulièrement odieuses, la politique de la « main tendue » aux catholiques, aux monarchistes et à d'autres éléments réactionnaires et confus ayant soutenu Franco pendant et après la guerre civile.

En BELGIQUE et en GRÈCE, les Partis Communistes se sont vus obligés de se dresser momentanément contre le gouvernement de Pierlot et de Papaandréou, d'une part à cause de la forte pression des masses qui risquait de déborder leurs cadres, et d'autre part pour contrecarrer les plans de mainmise anglaise et américaine sur ces pays.

Mais tandis que l'insurrection des masses populaires, particulièrement en Grèce, s'amplifiait, suivant sa logique interne et se transformait en lutte révolutionnaire contre l'ensemble de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme étranger, posant clairement la question du pouvoir, la direction des Partis Communistes, en Belgique et en Grèce, trahissait la révolution commencée en s'orientant vers un compromis sur la base d'une nouvelle combinaison gouvernementale avec les partis de la bourgeoisie, soutenus par l'impérialisme étranger.

Cependant, l'expérience grecque a démontré que les Partis Communistes, malgré leur ligne

générale de trahison, possèdent encore de profondes racines dans les masses, et que le capital de confiance qu'ils ont acquis parmi elles, grâce à l'exploitation du prestige de la Révolution d'Octobre et de l'U.R.S.S., et grâce aussi à l'attitude courageuse de leurs membres et de leurs cadres inférieurs, est encore loin d'être épuisé.

L'expérience grecque démontre aussi que l'attitude des Partis Communistes, dans une situation révolutionnaire caractérisée par le soulèvement général des masses et leur volonté de combattre, n'est pas uniquement fonction des intérêts de la politique extérieure de l'U.R.S.S.

La pression des masses se fait sentir aussi bien sur l'attitude des membres et des cadres inférieurs des Partis Communistes qu'elle menace d'arracher à l'emprise bureaucratique de leur direction, que sur cette dernière, en l'obligeant à assouplir sa ligne générale de trahison, pour pouvoir endiguer finalement les forces centrifuges des masses et de sa base.

La guerre civile

Cependant, ni l'énergique intervention contre-révolutionnaire des impérialismes anglais et américain, ni l'attitude traitée de la bureaucratie stalinienne et des réformistes n'ont empêché le murissement révolutionnaire de la situation en Europe.

Comme le soulignaient les thèses de la Conférence Européenne de février 1944 : « avec une inexorable nécessité, la guerre impérialiste se transforme en guerre civile ».

L'un après l'autre, les pays européens entrent dans le tourbillon révolutionnaire. Tandis que la guerre impérialiste se prolonge encore, dans les pays « libérés », soit par l'Armée rouge, soit par les troupes alliées, la guerre civile s'allume et s'amplifie.

Dans une série de pays à structure agricole et à fortes survivances féodales, tels que la Pologne, la Hongrie occupée par l'Armée rouge, c'est principalement l'acuité de la question agraire, aggravée par les conséquences de la guerre et par la dureté de l'occupation nazie, qui pousse les masses à l'action révolutionnaire. Dans une série de pays, parmi lesquels la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie, la Belgique, c'est surtout la ruine économique, manifestée par l'inflation, le chômage massif, la pénurie des vivres, qui est à la base de la fermentation révolutionnaire. Dans toute l'Europe, cinq ans de guerre impérialiste ont complètement désorganisé la vie économique, épuisé les ressources matérielles, ruiné le système des échanges, apporté la famine et la misère.

Un chaos indescriptible règne dans tous les pays « libérés », sans aucune perspective d'amélioration prochaine.

Au contraire, tandis que l'impérialisme anglais lui-même, considérablement appauvri par cette guerre, se montre incapable d'apporter une aide matérielle quelconque aux pays qu'il revendique dans sa zone d'influence (Belgique, Italie, Grèce), et que l'impérialisme américain se garde de risquer ses capitaux et ses marchandises dans une Europe en pleine inflation et secouée par les premiers assauts de la révolution, l'action révolutionnaire des masses sape les dernières possibilités pour la bourgeoisie de rétablir son économie ruinée et délabrée par la guerre.

la bourgeoisie russe fut capable de diriger jusqu'au bout sa propre révolution. Avec infiniment plus de force et de constance que Plékhanov, Lénine considère la question agraire comme le problème central du renversement démocratique en Russie. « Le point crucial de la révolution russe, répétait-il, c'est la question agraire (de la terre). Des conclusions concernant la défaite ou la victoire doivent être basées... sur l'estimation de la condition des masses dans la lutte pour la terre ». Avec Plékhanov, Lénine considérait la paysannerie comme une classe petite-bourgeoise ; le programme agraire des paysans comme un programme de progrès bourgeois. « La Nationalisation est une mesure bourgeoise » insistait-il au Congrès d'unité. « Elle donnera une impulsion au développement du capitalisme ; augmentera l'acuité de la lutte de classes ; renforcera la mobilisation de la terre ; causera un afflux de capitaux dans l'agriculture ; fera baisser le prix du grain ». Malgré le caractère bourgeois indiscutable de la révolution agraire, la bourgeoisie russe restait, néanmoins, hostile à l'expropriation des grands domaines et, précisément pour cette raison, était pour un compromis avec la monarchie sur la base d'une constitution d'après le modèle prussien. A la position de Plékhanov préconisant une alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie, Lénine opposa l'idée d'une alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Il proclama que la tâche de la collaboration révolutionnaire de ces deux classes était d'établir une « dictature démocratique », comme un moyen moyen de nettoyer radicalement la Russie de tous les débris féodaux, de créer un système de paysans libres et d'ouvrir la voie au développement du capitalisme sur le modèle américain et non prussien.

La victoire de la révolution, écrivait-il, ne peut être consacrée que par une dictature, car la réalisation de transformations, dont le prolétariat et la paysannerie ont un besoin urgent et immédiat, provoquera la résistance désespérée des propriétaires terriens, des gros capitalistes et du tzarisme. Il sera impossible, sans dictature, de briser cette résistance et de repousser les tentatives contre-révolutionnaires. Mais ce sera, bien entendu, non pas une dictature socialiste mais démocratique. Elle ne pourra pas toucher (sans toute série de stades transitoires du développement révolutionnaire), aux bases du capitalisme. Il ne lui sera possible, dans le meilleur des cas, que de réaliser un repartage radical de la propriété foncière en faveur de la paysannerie ; d'introduire un régime démocratique consistant et total allant jusqu'à l'institution de la république ; d'extirper tous les caractères asiatiques et féodaux non seulement de la vie quotidienne du village, mais aussi de l'usine ; d'inaugurer de sérieuses améliorations de la situation des travailleurs en élevant leur standard de vie, et, par dessus tout, de mener à bien la conflagration révolutionnaire en Europe.

★

LA CRITIQUE DES CONCEPTIONS DE LÉNINE

La conception de Lénine constituait un énorme pas en avant dans la mesure où elle préconisait, non des réformes constitutionnelles, mais la réforme agraire comme tâche principale de la révolution, et indiquait la seule combinaison réaliste de forces sociales pour sa réalisation. Cependant, le point faible de la conception de Lénine était la contradiction interne que portait en elle l'idée de « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Lénine, lui-même, restreignait les limites fondamentales de cette « dictature »

quand il la qualifiait ouvertement de « bourgeoise ». Il voulait dire par là que pour sauvegarder son alliance avec la paysannerie, le prolétariat serait obligé, au cours de la révolution à venir, de renoncer à entreprendre, d'une façon directe, les tâches socialistes. Mais cela signifierait que le prolétariat renoncerait à sa propre dictature. Par conséquent, la situation impliquerait la dictature de la paysannerie, même si elle était réalisée avec la participation des ouvriers.

C'était justement ce que disait Lénine en certain cas. Par exemple, à la Conférence de Stockholm en réfutant les arguments de Plékhanov qui s'était élevé contre « l'utopie » de la prise du pouvoir. Lénine déclarait :

« Quel programme sommes-nous en train de discuter ? Le programme agraire, qui assumera la prise du pouvoir selon ce programme ? La paysannerie révolutionnaire ».

Est-ce que Lénine mélange le pouvoir du prolétariat avec cette paysannerie ? Non répond-t-il en se référant à ses propres mots d'ordre. Lénine différencie complètement le pouvoir socialiste du prolétariat, du pouvoir démocratique bourgeois de la paysannerie. « Mais voyons, s'exclame-t-il encore, est-ce qu'une révolution paysanne est possible sans la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire ». Dans cette formule de polémique, Lénine révèle avec une clarté spéciale la vulnérabilité de sa position.

La paysannerie est dispersée sur la surface d'un immense pays dont les points de ralliement sont les villes. La paysannerie elle-même est incapable de formuler ses propres intérêts car, dans chaque district, ses intérêts ont un aspect différent. Le lien économique entre les provinces est créé par le marché et les chemins de fer, mais l'un et les autres sont entre les mains des villes. En cherchant à s'affranchir des limitations du village et à généraliser ses propres intérêts, la paysannerie tombe inéluctablement sous la dépendance de la ville. Enfin, la paysannerie est également hétérogène dans ses relations sociales : la couche des kulaks cherche naturellement à l'entraîner vers une alliance avec la bourgeoisie des villes, tandis que les couches des paysans pauvres sont portées vers les travailleurs urbains. Sous ces conditions, la paysannerie comme telle est complètement incapable de conquérir le pouvoir.

Il est vrai que dans l'ancienne Chine des révolutions portèrent la paysannerie au pouvoir, ou, pour être plus précis, octroyèrent le pouvoir aux chefs militaires des soulèvements paysans. Ceci conduisit chaque fois à un nouveau partage de la terre et à l'instauration d'une nouvelle dynastie « paysanne » ; à ce point, l'histoire recommençait par le commencement. La nouvelle concentration de la terre, la nouvelle aristocratie, le nouveau système d'usure provoquaient un nouveau soulèvement. Aussi longtemps que la révolution conserve son caractère purement paysan, la société est incapable de sortir de ce cercle vicieux et sans issue.

C'est là la base de l'histoire ancienne de l'Asie, y compris l'histoire ancienne russe. En Europe, dès le début du déclin du Moyen Age, chaque soulèvement paysan victorieux portait au pouvoir, non pas un gouvernement paysan, mais un parti urbain de gauche. Un soulèvement paysan était victorieux exactement dans la mesure où il réussissait à renforcer la position de la section révolutionnaire de la population urbaine. Dans la Russie bourgeoise du 20^e siècle, il ne saurait pas même être question de la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire.

★

dé coercition (armée, police), à désarmer et à dissoudre les organisations autonomes des masses du genre des milices, partisans, etc., créées pendant l'occupation nazie, et à reprendre confiance en elle-même. Il se peut que, dans ce cas, la bourgeoisie, placée à nouveau devant la menace d'une nouvelle et violente offensive révolutionnaire des masses, dispose d'une certaine marge de manœuvres « démocratiques » dont elle ferait usage. Mais jamais ces possibilités ne dépasseront les cadres d'une solution factice et pour un temps extrêmement limitée.

Notre perspective et, par conséquent, la définition de nos tâches, dans l'avenir immédiat, doivent être basées non pas sur les circonstances exceptionnelles, qui peuvent permettre à certains pays de connaître, sous la pression menaçante des masses, et pendant un temps limité, une période « démocratique », mais sur la ligne générale de la bourgeoisie, telle qu'elle se dégage de l'expérience récente dans tous les pays européens, et particulièrement dans les pays caractérisés par une situation objectivement révolutionnaire. Nous basant particulièrement sur les expériences belge, et surtout grecque, nous devons souligner les dangers de voir certains pays, à l'exemple de la Hongrie (régime Horty) et de la Pologne (Pilsudski) après l'autre guerre, entrer directement après la première défaite de la révolution dans un régime dictatorial d'où ils ne sortiraient que grâce à l'appui direct du prolétariat européen et mondial.

D'autre part, l'ingérence agressive et brutale des impérialismes étrangers, et en premier lieu des impérialismes anglais et américain dans une série de pays européens (Belgique, Hollande, Italie, Grèce) où ils n'hésitent pas à employer les pires méthodes de violence et de massacre appliquées aux pays coloniaux, démontre à quel point l'impérialisme est conscient du danger qui pèse sur le régime capitaliste des pays européens, et décidé à lutter avec la dernière énergie pour endiguer la vague révolutionnaire avant qu'elle ne déferle sur le continent entier, et de là, sur les autres parties du monde.

Les bourgeoisies européennes, devant la menace directe des masses, et malgré les dangers que comporte pour leur indépendance économique et politique l'intervention active de l'impérialisme étranger, n'hésitent pas à faire appel aux forces des impérialismes anglais et américain, et à s'appuyer principalement sur elles pour reconstruire entre temps leur propre appareil de coercition, policier et militaire.

Dans une série de pays, la crise révolutionnaire a comme point de départ apparent le conflit entre les forces armées populaires amalgamées dans les organisations de résistance contre l'occupation nazie, et l'Etat bourgeois, décidé à restaurer sur elles son autorité. En réalité, le conflit est entre les masses populaires qui n'acceptent pas de se soumettre à nouveau à l'ancien ordre capitaliste, qui aspirent à une solution révolutionnaire, et les équipes gouvernementales de la bourgeoisie réactionnaire, appuyées par l'impérialisme étranger.

Malgré les préjugés, les illusions, la confusion, les ténèbres qui obscurcissent et troublent encore la conscience des masses, malgré le fait que les Partis Communistes corrompus et pourris par la politique de collaboration de classes, dépourvus de toute audace, de tout programme et de toute perspective révolutionnaire, sont portés encore par la pression des masses à la tête de leurs luttes; les récents événements de Belgique et de Grèce constituent la première phase de la révolution qui a effectivement commencé

dans ces pays. C'est à travers ces combats et les combats inévitables de demain que les masses rejeteront tout ce qui a fait son temps, et acquerront l'expérience nécessaire pour mener leur lutte jusqu'à son dénouement nécessaire, la prise du pouvoir.

Nos tâches à l'étape actuelle

Si l'Europe entière est entrée dans une période révolutionnaire, l'ampleur et le rythme de la crise révolutionnaire reste différent d'un pays à l'autre. Dans une série de pays, parmi lesquels principalement la France, l'Espagne, l'Italie, l'histoire nous accorde un temps encore limité pour que nos sections actives leur préparation idéologique et organisationnelle en vue des grands combats prochains. Dans une autre série de pays, tels que la Belgique et la Grèce, nos sections ont déjà en l'occasion d'affronter la première vague de la révolution commencée. Mais là non plus, il ne s'agit pas encore d'une évolution rectiligne jusqu'à la solution décisive, révolutionnaire ou réactionnaire. Des pauses plus ou moins longues sont inévitables en raison de la situation générale de l'Europe. A une exception près, toutes les conditions historiques nécessaires au triomphe de la révolution socialiste en Europe, sont non seulement objectivement mûres, mais même en train de pourrir.

Il ne manque que l'existence dans les principaux pays de l'Europe de vrais partis révolutionnaires. Si nous avons, dans chaque pays européen, des noyaux solides de révolutionnaires dévoués, il est un fait indéniable qu'aucune section européenne de la IV^e Internationale n'a réussi encore à devenir une organisation dont le fonctionnement intérieur et le rendement de travail soient dignes d'un véritable parti bolchévick. Bien que le temps presse et qu'il ne faut en rien négliger les tâches que les événements imminents vont nous poser, la tâche la plus importante pour chaque section est celle de déraciner implacablement toute trace des méthodes organisationnelles petites-bourgeoises, vestiges de l'époque des groupes de discussion et de les remplacer par un fonctionnement et un rendement du travail vraiment bolchévicks.

Nos sections devront utiliser les intermédiaires entre deux phases de la révolution pour assimiler l'expérience acquise, améliorer leurs positions, se préparer mieux pour la phase suivante. En général, toutes nos sections européennes doivent considérer la période immédiate comme une période de préparation politique et organisationnelle poussée à l'extrême, en vue des prochaines luttes infiniment plus amples et plus aiguës dans toute l'Europe.

Dans chaque pays, le Parti de la IV^e Internationale doit faire maintenant le maximum pour armer politiquement ses militants, pour renforcer ses moyens techniques et matériels, pour multiplier ses moyens d'expression, principalement les journaux légaux, et pour acquérir quelques positions solides dans toutes les organisations syndicales et politiques.

Il doit, en même temps, en partant des conditions réelles dans chaque pays, élaborer un plan d'action précis, dans lequel les mots d'ordre fondamentaux du Programme transitoire trouvent une expression vivante et concrète.

Les principales questions politiques qui se posent à l'étape actuelle dans les différents pays européens, et auxquelles doit répondre notre programme d'action sont les suivantes :

Trois conceptions de la Révolution

par L. TROTSKY

Ce document fut écrit par Léon Trotsky environ un an avant son assassinat par un agent de Staline, en Août 1940. L'intention première de Trotsky était d'en faire un chapitre de sa biographie de Lénine, à laquelle il travailla pendant son exil en Norvège, et qu'il n'a jamais achevée.

Ce qui est particulièrement important, c'est que dans cet article Trotsky expose d'une façon définitive les points essentiels de ses accords et désaccords avec Lénine sur la théorie de la révolution permanente, et ses applications directes sur le développement de la Révolution russe.

LA RÉVOLUTION de 1905 fut non seulement « la répétition générale pour 1917 » mais aussi le laboratoire d'où surgirent tous les groupements fondamentaux de la pensée politique russe et où toutes les tendances et nuances du marxisme russe s'esquissèrent, ou prirent forme. Au centre des divergences et des disputes se trouvait la question du caractère historique de la révolution russe et de ses futures voies de développement. Cette lutte de conceptions et de pronostics n'a pas en soi de rapport direct avec la biographie de Staline qui n'a pas pris une part indépendante à ces débats. Les quelques articles de propagande qu'il écrivit sur cette matière sont dépourvus du moindre intérêt théorique. Des dizaines de bolchéviks divulgèrent, plume en main, ces mêmes idées et le firent d'une façon bien plus adéquate. Un exposé critique de la conception révolutionnaire du Bolchévisme devrait, de par la nature même des choses, avoir sa place dans une biographie de Lénine. Cependant, les théories ont un sort qui leur est propre.

Si pendant la période de la première révolution et plus tard jusqu'en 1923, alors que les doctrines révolutionnaires étaient élaborées et appliquées, Staline n'eut pas de position indépendante, à partir de 1924 brusquement la situation change. C'est depuis ce moment que commence l'époque de la réaction bureaucratique et de la revision érigée du passé. La trame de la révolution se déroule à l'envers. Les anciennes doctrines sont soumises à des nouvelles évaluations ou à de nouvelles interprétations. D'une façon tout à fait inopinée, au premier abord, l'attention se concentre sur la conception de la « révolution permanente » en tant que source de toutes les bévues du trotskysme. Dorénavant, pour un certain nombre d'années, la critique de cette conception constitue le contenu principal de l'œuvre théorique « *sit venio verbo* » de Staline et de ses collaborateurs. On peut même dire que tout le stalinisme, sur le plan théorique, se développa par la critique de la théorie de la révolution permanente

telle qu'elle a été formulée en 1905. Par conséquent, l'analyse de cette théorie distincte de celles des menchéviks et des bolchéviks, ne peut manquer de faire partie de ce livre, ne fût-elle que sous forme d'appendice.

★

Le développement de la Russie est avant tout caractérisé par son état arriéré. Cependant, un état historiquement arriéré n'implique pas une simple reproduction du développement des pays avancés avec un délai d'un ou deux siècles. Il engendre une constitution sociale « combinée » entièrement nouvelle dans laquelle les dernières conquêtes de la technique et de la structure capitaliste s'implantent dans des relations de barbarie féodale et pré-féodales, les transformant et les dominant, créant ainsi une situation de relations réciproques de classes toute particulière. Il en est de même dans la sphère des idées. A cause précisément de son état historique atterré, la Russie se trouve être le seul pays où le marxisme, en tant que doctrine, et la social-démocratie, en tant que parti, atteignirent un développement puissant même avant la révolution bourgeoise. Il n'est que trop naturel que le problème de la corrélation entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme ait été soumis à une analyse théorique profonde, précisément en Russie.

Les narodniks, essentiellement idéalistes-démocrates, refusèrent de considérer la révolution en cours comme bourgeoise. Il la qualifièrent de « démocratique » cherchant, au moyen d'une formule politique neutre, de masquer son contenu social, non seulement aux autres mais à eux-mêmes. Mais dans sa lutte contre le narodnikisme, le fondateur du marxisme russe, Plékhanov, décréta, aux alentours de 1880, que la Russie n'avait aucune raison d'espérer une voie de développement privilégiée, que, comme les autres nations « profanes », elle aurait à passer à travers le purgatoire du capitalisme et que, précisément, en suivant cette voie, elle allait acquiescer la liberté poli-

LA REVOLUTION GRECQUE

par SPERO

LA CRISE belge venait à peine d'être provisoirement conjurée grâce à l'intervention réactionnaire des forces anglo-américaines, lorsqu'en Grèce, à l'autre extrémité de l'Europe, les ouvriers, les paysans, les couches ruinées de la petite bourgeoisie citadine engageaient une lutte incomparablement plus ample et plus profonde.

Entre le 3 décembre 1944 et le 5 janvier 1945, pendant plus d'un mois, l'action des masses grecques, malgré les slogans confus et les inconséquences de leur mouvement, malgré la direction opportuniste « front populiste » de l'E. A. M., ne peut être caractérisée autrement que comme la première phase de la Révolution prolétarienne Grecque.

Toute l'évolution antérieure de la situation du pays conduisait avec une nécessité implacable à cette explosion révolutionnaire.

En 1935, un faux plébiscite orchestré par l'aventurier général Kondylis a amené au trône avec une « majorité écrasante » le roi exilé Georges II. Un an après, le 4 août 1936, le général Métaxas instaurait sa dictature. Du mois d'août 1936 au mois d'octobre 1940, la Grèce a vécu la plus sinistre période de sa vie politique depuis la constitution de l'Etat néo-hellénique.

Métaxas, agent des hautes sphères réactionnaires de la bourgeoisie grecque, du roi et des impérialistes anglais, a réprimé toutes les manifestations du mouvement ouvrier et démocratique, et a sacrifié les maigres ressources économiques et financières du pays au renforcement de sa machine militaire en vue de la deuxième guerre impérialiste mondiale qui se dessinait sur le fond de la situation internationale. Quand la guerre a éclaté en 1939 en Europe, la Grèce traversait déjà une crise économique aiguë.

Le conflit impérialiste, par les restrictions et les difficultés qu'il imposa au commerce international, porta de nouveaux coups à l'économie grecque, qui dépend étroitement du marché mondial, tant pour les exportations que pour l'activité commerciale de sa forte marine marchande.

En octobre 1940, l'impérialisme italien déclenche la guerre contre la Grèce. Après six mois de résistance, de grandes souffrances et de sacrifices, le pays a été occupé, conjointement par les Allemands, les Italiens et les Bulgares.

L'occupation paracheva la ruine complète du pays, et fut un exemple de la destinée tragique à laquelle seraient voués les peuples de l'Europe et du Monde si la barbarie capitaliste devait continuer. La Grèce a perdu environ 80.000 tués dans la guerre de l'Albanie, 82.000 fusillés par les occupants, 500.000 déportés en Allemagne et 700.000 morts de faim. 1.300 villages et villes ont été complètement ou partiellement détruits. Les rares statistiques sanitaires qu'on a osé dresser démontrent une mortalité infantile de presque 100 % et une mortalité générale non moins exceptionnelle et horrible.

Un peuple entier a couru le risque de sombrer définitivement, et le compromis pour plusieurs décades son avenir physique. Nulle part ailleurs, l'inflation n'a atteint des niveaux aussi astronomiques. La circulation fiduciaire, qui était de quelques 9 milliards de drachmes en décembre 1939, de 10 milliards en 1941 et de 21 milliards encore juste avant l'occupation du pays, a atteint à la fin d'octobre 1944, après la « libération » du pays par les Anglais, le chiffre réellement invraisemblable de 2.500.000 trillions de drachmes.

« Cette situation, écrit le journal de Genève (5/1/45), a pour conséquence un renchérissement du coût de la vie dont il est difficile de se faire une idée. Contentons-nous de signaler que les prix actuels sont supérieurs de 15.000 à 300.000 fois suivant les produits à ceux de fin 1940. Il en résulte, on le sait, en dépit d'une certaine adaptation des salaires, un appauvrissement général, et une atroce famine dans les villes. »

Les journaux américains ont publié des photos montrant les marchands des quatre-saisons dans les rues d'Athènes peser le poids d'énormes liasses de papier-monnaie que des ménagères payaient pour un chou.

Dans les villages, les paysans moyens et riches, petite minorité parmi la grande masse des paysans pauvres, ont accumulé, grâce à la vente des produits alimentaires, d'énormes quantités de papier-monnaie, sans qu'un enrichissement réel de ces couches en résulte. Au contraire, étant donné l'impossibilité absolue des villes de les approvisionner en produits industriels, l'outillage agricole détruit ou réquisitionné n'a pas été remplacé, ainsi que les autres biens des ménages paysans : vêtements, meubles, etc... Dans les villes et les campagnes, toutes les couches petites bourgeoisies vivant de leurs économies et de leurs rentes ont été complètement ruinées et prolétarisées.

C'est dans le processus de telles conditions objectives que prit naissance le mouvement populaire de résistance le plus ample et le plus profond de tous les pays balkaniques.

**

Dans un article sur les partisans balkaniques publié dans le numéro 2 ronéotypé de cette revue, en septembre 1943, nous avons déjà attiré l'attention sur l'importance révolutionnaire de ce mouvement. Nous avons souligné sa tendance, due aux conditions objectives et à sa composition sociale favorable, particulièrement en Grèce, de déborder les cadres d'une lutte nationale exclusive contre les occupants et de l'engager aussi sur un plan social contre la bourgeoisie nationale et son Etat.

Quand Churchill, dans sa rage réactionnaire tâche de persuader les honorables membres arthro-sciérosés du parti des Tories aux Communes que « ce n'était pas contre les Allemands qu'ils se battaient, mais que dans une large mesure ils prenaient simplement nos armes et attendaient le moment où ils pourraient prendre le pouvoir dans la capitale par la force et faire de la Grèce un pays communiste » (Aux Communes, le 18-1-45).

C'est évidemment un mensonge. Mais il n'empêche que réellement les masses grecques, tout en ne laissant pas un moment de répit aux occupants, n'ont pas cessé de lutter en même temps contre les forces réactionnaires grecques, soit pro-nazies, celles de Rallis à Athènes, soit pro-alliées, celles de Tsoudéros au Caire, ainsi que contre le roi. Dans les villes, la résistance des masses a atteint plusieurs fois le niveau de la grève générale, tandis que les partisans, de leur montagne, se livraient à une guérilla infatigable contre l'armée d'occupation.

C'est le succès et la vigueur de la grève générale de mars 1943 qui a fait échouer la mobilisation des travailleurs grecs décriée par les nazis. C'est la grève générale d'août 1944 qui a riposté aux mesures de déportation et de répression des nazis. Mais la lutte contre la bourgeoisie nationale ne fut pas moins implacable.

**

Politiquement, le mouvement des masses s'organisa sous l'égide du Parti Communiste Grec, entouré d'une pléiade de groupements politiques, pour la plupart inexistants avant la guerre, et en tout cas sans aucune influence réelle parmi les masses, tels que le « parti Socialiste », l'« Union des Démocrates Populaires » et le « Parti Agraire ».

Ainsi se forma l'E.A.M., le Front National de Libération, agrémenté aussi de quelques personnalités, telles que le professeur Svolos, Askoustsis, Angelopoulos, les généraux Sarafis, Bakirtzis, Mandakas, etc., accourues de tous les coins de l'horizon politique. L'E.A.M. avait sa propre milice, la *Politophitaki*, qui, même

pendant l'occupation, avait remplacé dans tout le territoire nettoyé des forces nazies, l'ancienne gendarmerie et police grecques. L'E.A.M. possédait en outre une armée populaire distincte de la milice de l'E.L.A.S., commandée par l'officier ex-venizeliste, l'antimonarchiste Sarafis.

Pour combattre le mouvement de l'E.A.M. qui, malgré l'idéologie officielle de sa direction « front populiste », démocratisante, nationaliste, petite bourgeoise, conservait une grande autonomie de classe dans l'action, la bourgeoisie seconda l'activité répressive de l'impérialisme occupant par les moyens suivants : l'organisation d'un autre mouvement de « résistance » concurrent a été confiée au colonel Zervas, professionnel coup-d'étatiste, et chef connu des bandes prétoriennes, que Churchill, avec son cynisme habituel, n'hésita pas à qualifier comme un « homme de gauche » (Chambre des Communes, le 8-12-44). Zervas forma un nouveau corps de partisans blancs : l'E.D.E.S., ayant pour but, sous le couvert de la lutte nationale contre les occupants, de contre-carrer l'influence de l'E.A.M. et de s'opposer, même par les armes, à son développement.

En même temps, son frère jumeau dans le crime, le colonel Dertilis, avec la collaboration duquel Zervas a perpétré tous ses forfaits contre les libertés populaires en Grèce, a été placé par le Quisling Rallis à la tête des « Bataillons de sécurité », formations nettement fascistes que Churchill, avec le même cynisme, a eu l'impudence de comparer aux formations de la « Home Guard » en Angleterre.

Ainsi, la besogne ayant été partagée entre le « résistant » Zervas et le « collaborateur » Dertilis, la bourgeoisie trouva cette combinaison comme la meilleure qu'a réussi dans sa vie de banditisme politique le couple inséparable des deux colonels.

A Londres et au Caire, le roi, le « gouvernement » exilé de Tsoudéros, les armateurs et d'autres cercles de la bourgeoisie grecque « pro-alliée », ainsi que les impérialistes anglais ne restaient pas inactifs. Nous avons aujourd'hui, par les débats qui ont eu lieu à la Chambre des Communes en décembre 1944 et en janvier 1945, la confirmation officielle que les « alliés », conseillés par le « libéral » Tsouderos, ont envoyé « à Zervas plus d'argent et d'armes qu'ils n'en ont jamais envoyé à l'E.L.A.S. » (déclaration de sir R. Acland aux Communes, le 8-12-44).

Et, tandis que l'E.D.E.S. recevait encore l'aide des « alliés », « il y a quelques semaines » (*Daily Express*, 11-12-44), le *Daily Telegraph* du 11-12-44 nous apprend que toute aide britannique à l'E.L.A.S. avait cessé « il y a environ dix-huit mois, vers le 19 avril 1943 ».

L'E.A.M. contrôlait déjà à cette époque une grande partie de la Grèce, pro-cédant, par la pression des masses, au remplacement de l'ancienne administration bourgeoise, au prélèvement des impôts, au contrôle des prix et à la distribution équitable des vivres.

(SUITE PAGE 23)

LA CRISE ET L'EXPÉRIENCE BELGES

Les événements de novembre 1944

POUR qui se fie aux apparences, la crise belge peut sembler terminée. L'offensive de von Rundstedt vers Liège et Dinant a fourni un prétexte de plus pour prêcher l'union nationale. Bien avant, déjà, la Résistance et le Parti Communiste avaient renoncé à toute agitation et manifestation de rues contre le gouvernement Pierlot. A la Chambre même, — si l'on peut donner ce nom à l'assemblée des fantômes d'avant-guerre, — les séances étaient redevenues calmes.

Pourtant, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner que l'affaire n'est pas finie. « *Tout le pays attend* », voilà, par exemple, comment l'envoyé spécial du journal français *Combat* définit la situation ; et il laisse prévoir de grands événements politiques et sociaux, dont les échauffourées de la rue de la Loi n'auront été qu'une préface.

L'attitude de la presse (bourgeoise) française à l'égard des événements de novembre est, du reste, significative. De *France Libre* au *Populaire*, toute la presse, à l'exception de la presse stalinienne, commença à soutenir docilement les thèses de Pierlot. Puis, brusquement, le même jour, toute la presse tourna casaque et se mit à adopter les versions de la résistance ; le bureau de propagande des Affaires Etrangères doit bien servir à quelque chose... De toute façon, les journalistes bourgeois ne cherchèrent guère à minimiser les événements. Ils ne pouvaient pas cacher la gravité symptomatique d'événements parallèles en Belgique, en Italie et en Grèce, qu'ils sentaient les signes avant-coureurs d'un gigantesque cataclysme social.

Plus encore que leur solidarité approximative avec les "résistants" belges hafonés par la réaction avec l'appui des forces "alliées", plus encore que les consignes du ministère gaulliste des Affaires Etrangères, leur inquiétude les a conduits à reconnaître l'importance de la crise.

Ils en ont même exagéré parfois l'ampleur. Pour ramener l'agitation de la Résistance et du Parti Communiste à ses proportions véritables, il faut savoir, par exemple, que le meeting de la Résistance à Bruxelles, où étaient convoqués tous les F.L. de Belgique n'a réussi à grouper que 6 à 7.000 auditeurs dans une salle de 20.000 places que le fasciste Degrelle, avant-guerre, remplissait à craquer.

Ce n'est évidemment pas par hasard que la presse bourgeoise a présenté la crise belge sous l'angle de l'agitation antigouvernementale des staliniens et de la Résistance, — agitation superficielle et sans écho véritablement sérieux dans les masses. — On connaît l'histoire de la crise, telle qu'elle a été romancée, notamment par la presse stalinienne : Il était une fois un gouvernement qui revenait d'exil et qui connaissait mal les aspirations patriotiques de son peuple, représentées par le Parti Communiste et la Résistance. Ce méchant gouvernement essaya de désarmer l'héroïque armée de la Résistance. Alors, le Parti Communiste et l'héroïque Résistance, rompirent avec ce gouvernement déloyal. Les masses populaires se soulevèrent à leur appel, tandis que le gouvernement faisait tirer sur les patriotes et devait se réfugier sous la protection des patrouilles anglaises (des démocrates anglais, mal renseignés sur les véritables aspirations du peuple belge). Telle est la légende. La réalité est tout autre.

Un document sensationnel

Et d'abord, le lecteur français ne prendra pas connaissance sans stupeur du document suivant, paru dans *Le Moniteur* (le journal officiel belge) du 15 Novembre 1944, à la page 945, avec la signature du docteur Marteaux :

*14 Novembre 1944,
Charles, Prince de Belgique, Régent du Royaume.*

*A tous, présents et à venir, Salut !
Vu l'arrêté-loi en date du 9 Mai 1944.*

Vu l'arrêté royal du 10 Mai 1940 déclarant l'état de siège, etc...

Sur la proposition des ministres de la Justice, de la Défense Nationale, de l'Intérieur et de la Santé Publique (D' Marteaux, communiste),

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 2. — *Le ministre de la Défense Nationale (le très réactionnaire M. Demets, l'auteur du coup d'Etat contre la Résistance) peut :*

1) *Exercer tous les pouvoirs de police, et notamment ceux qui sont relatifs au maintien de l'ordre et au service des postes et communications ;*

2) *Ordonner la remise des armes et des munitions ; délivrer des autorisations temporaires d'en détenir et faire procéder par des officiers de police judiciaire à leur recherche et à leur enlèvement ;*

3) *Interdire les réunions publiques ;*

4) *Surveiller, retenir ou saisir la correspondance ;*

6) *Prendre les mesures nécessaires pour empêcher la circulation, la mise en vente et la distribution des journaux, brochures, écrits, dessins ou images de nature à favoriser l'ennemi ou à ébranler le moral des armées ou des populations.*

Art. 6. — *Le chef de la Mission d'Affaires civiles, les gouverneurs de province, dans le ressort de leur province, les commissaires d'arrondissement, dans le ressort de leur arrondissement, et l'administration de la Sécurité de l'Etat peuvent, sous la direction et la responsabilité du ministre de la Justice, faire procéder par des officiers de police judiciaire, à des perquisitions de jour et de nuit dans les domiciles de citoyens ou à des explorations corporelles, dans les conditions déterminées à l'article 4, etc...*

Ainsi, deux jours avant de quitter le gouvernement, deux jours avant d'entreprendre une campagne vertueusement indignée contre le désarmement de la Résistance, le ministre communiste Marteaux donna au réactionnaire ministre de la Défense Nationale le pouvoir d'ordonner à tout citoyen la remise des armes et des munitions, de faire procéder à leur recherche et à leur enlèvement par la police judiciaire.

Serait-ce une attitude personnelle du D' Marteaux ? Pas le moins du monde. Il n'a été ni exclu ni même désavoué par son parti.

Le véritable objectif du P. C. B.

C'en est assez pour démasquer l'attitude des dirigeants stalinistes. Le désarmement des F.I. n'a été pour eux qu'un prétexte découvert après coup. Ils s'en moquaient comme d'une guigne. Il s'agissait pour eux, en réalité, d'utiliser les masses populaires pour arracher le pouvoir aux partisans du bloc occidental ou d'une alliance unilatérale avec la Grande-Bretagne. « Pareil accord serait bien plus élément de discorde que facteur de paix, et subordonnerait notre sécurité aussi bien que nos intérêts (il s'agit, bien entendu, de la sécurité et des intérêts de l'impérialisme belge) à ceux de la Grande-Bretagne. » Ainsi s'exprime, en termes diplomatiques, l'organe central du P.C.B., *Le Drapeau Rouge*, du 22 Décembre. Et, depuis le 15 Décembre, il mène campagne pour que la Belgique imite l'exemple de la France signant un pacte d'alliance avec l'U.R.S.S. Voilà en quoi s'est transformée la campagne antigouvernementale de novembre, et la raison réelle de cette campagne.

Comme le P.C.B. ne pouvait pas compter sur des actions de masses pour appuyer sa politique étrangère, il a choisi de livrer bataille contre une des mesures impopulaires du gouvernement, — qu'il avait contre-signée deux jours avant. — En prenant bien soin de ne pas mobiliser les masses sur des objectifs sociaux et révolutionnaires. Et il avait si peur d'être débordé que, dans la grève de protestation contre le gouvernement Pierlot, il interdit de faire grève dans les entreprises intéressant la défense nationale et donna au mouvement un caractère bureaucratique qui en limita considérablement la portée : seuls participèrent au mouvement les trams, les P.T.T. et les métallos de Bruxelles, ainsi que quelques rares entreprises hors de Bruxelles.

Pour élargir le mouvement, il aurait fallu placer la lutte sur le plan social ; le Parti Communiste Belge ne le pouvait pas. Il préféra renoncer à faire appel aux masses, signer avec Erskine le communiqué demandant aux forces de la Résistance de remettre leurs armes et chercher avec les partis bourgeois et socialiste, — qui firent la sourde oreille, — une nouvelle formule gouvernementale pour faire obstacle au Pacte Occidental.

La crise économique

Il serait donc stupide de surévaluer l'ampleur de la crise de novembre. Elle ne prend sa véritable importance que par la crise révolutionnaire qui gronde dans les profondeurs et dont les événements de novembre n'ont été qu'un écho amoindri et déformé.

La toile de fond, c'est la situation catastrophique dans laquelle se débat la Belgique. Phénomène commun à toute l'Europe occupée, paralysée par l'agonie de ses ports, de ses voies ferrées, de ses canaux, par la destruction d'usines décisives et l'arrêt momentané des relations économiques normales ; bien plus profondément encore ruinée par l'usure et la vétusté de ses machines, dépossédée de ses marchés et de ses débouchés, ruinée par l'effondrement de son marché intérieur.

En Belgique, la situation est d'autant plus intolérable que, petit et fortement industrialisé, le pays ne peut vivre que par des échanges internationaux intenses. Or le port d'Anvers, la seule porte vers le large, vient juste d'être ouvert au trafic, — et pour une très faible part au trafic civil. — La Belgique, asphyxiée, subit plus àprement que tout autre pays la crise générale du capitalisme.

Pour faire face au moins aux conséquences monétaires de la guerre (483 milliards de moyens de paiement pour 63 milliards en 1939), le gouvernement eut recours à l'un des moyens traditionnels des gouvernements capitalistes : la déflation. Cette fois, M. Gutt put faire semblant de prendre une mesure radicale et de frapper les grosses fortunes. Le peuple belge s'y laissa d'abord prendre. « Durant les premières semaines de la réforme, nous connaîmes, les Belges et moi, déclare à *Combat* le ministre Gutt, une véri-

table lune de miel... Je me doutais bien que les gens n'avaient pas compris. »

En effet, la presse de la IV^e Internationale fut alors seule à dissiper l'illusion que la mesure était dirigée contre les riches. Mais bientôt on s'aperçut que « tandis que les avoirs des paysans, des petits rentiers et des petits commerçants restaient bloqués et provoquaient le dépérissement du marché intérieur, les gros enrichis de la guerre s'arrangeaient pour exporter leurs titres à l'étranger et procéder à leur déclaration (dont la date n'est pas encore fixée) par l'intermédiaire de tierces personnes pratiquement incontrôlables. » (*Quatrième Internationale*, septembre-novembre 1944).

Alors, les masses belges "comprurent", comme dit M. Gutt, elles comprurent qu'un gouvernement capitaliste, — et réactionnaire par surcroît, — ne pouvait ni frapper les grosses fortunes ni remettre en route l'économie, qu'il pouvait seulement trouver des expédients et avoir tout aux dépens des petites gens.

M. Gutt se félicite que sa mesure ait ramené la circulation à 114 milliards (soit 37 % de réduction et encore 65 % de plus qu'en 1939). Mais pour la ménagerie, les prix n'ont pas baissé le moins du monde, bien au contraire.

Les matières grasses manquent : 150 grammes en novembre. Même le charbon vient à manquer au pays du charbon. Les mineurs eux-mêmes n'en avaient pas en décembre (la production est passée de 1.500.000 tonnes par mois pendant l'occupation à 900.000 tonnes en novembre). Le manque de charbon bloque les usines, notamment dans la région de Bruxelles. On compte plus de 300.000 chômeurs.

Les salaires ouvriers ont été augmentés de 60 % par rapport à 1940, mais malgré cette augmentation les salaires restent bien loin derrière les prix. C'est ce que constate *Travail*, organe du Mouvement Syndical Unifié : « Les salaires sont augmentés de 60 % par rapport à 1940, mais quantité de produits sont majorés de 75 à 80 % sur leurs prix de Juillet 1944. »

On comprend, dans ces conditions, la misère des masses et l'aigreur du mécontentement ouvrier. Les ouvriers manifestent, comme à Bruxelles les métallos devant le ministère du Travail. Ils engagent des grèves partielles, malgré l'effort du Parti Communiste Belge et de la centrale réformiste. Là où la Résistance les appelle à un mouvement politique, comme les Tramways de Bruxelles, ils font passer le mouvement sur le plan revendicatif.

Et le mouvement ouvrier est si menaçant que le gouvernement doit, comme écrit *Combat*, "jeter du lest". Pierlot a "jeté du lest" en instituant les Assurances Sociales (Loi Van Acker) et en taxant les bénéfices de guerre, — cette dernière mesure, malgré sa portée très limitée, déchaînant les colères de la presse d'extrême-droite.

Vers les syndicats à base d'entreprises

Pourtant, l'action de la classe ouvrière manque d'ampleur, de décision et d'unité, paralysée par la division syndicale, par le manque d'une forme d'organisation adaptée aux luttes présentes, par la trahison des partis ouvriers et par leur politique d'union sacrée.

Prenons d'abord les syndicats. Avant-guerre existaient deux centrales, la centrale chrétienne et la centrale réformiste, — la C.G.T.B., — directement inféodée au P.O.B. et aux bonzes social-démocrates. Pendant l'occupation, les travailleurs s'organisèrent évidemment hors du contrôle des bonzes réformistes. C'est ainsi, notamment à Liège, — le centre d'avant-garde de l'industrie belge, — que les métallos, surtout dans la grande usine de Cockeril, s'étaient érigés en une sorte de conseils d'entreprise, discutant dans l'usine l'action à mener et élisant leurs délégués dans chaque section de l'usine. Même type d'organisation parmi les mineurs du bassin de Charleroi qui élirent leurs délégués de puits. La politique d'union sacrée des dirigeants ouvriers empêcha ces organisations de s'orienter vers la formation de véritables conseils d'entreprise et de soviets.

Le syndicat redevint donc la seule forme d'organisation des travailleurs. Mais, par contre, un peu partout, les ouvriers se montrèrent résolus à en finir avec leurs chefs réformistes qui les trahissaient, cumulant leurs fonctions au syndicat avec leurs fonctions dans l'Etat bourgeois, en finir avec leur vieille machine syndicale inféodée au réformisme, — machine auxiliaire du parlementarisme social-démocrate, corporatiste, basée sur les catégories professionnelles et anti-démocratiques, — tout s'y décidait bureaucratiquement, sans réunir les ouvriers. — Voilà, par exemple, comment le journal *De eenheid*, d'Anvers, définit ce mouvement vers les syndicats à base d'entreprise :

L'organisation à base d'entreprise se base sur le centralisme démocratique intérieur. On entend par centralisme démocratique que nous reconnaissons une direction centrale, mais qui est nommée par la base, par les entreprises...

La direction émane des entreprises qui désignent pour chaque métier leurs délégués d'entreprise.

Ni les fonctionnaires (syndicaux) ni les délégués d'entreprise ne peuvent prendre de postes responsables dans l'administration capitaliste.

Pour combattre la bureaucratie ouvrière, les délégués ouvriers resteront au travail. Si un délégué permanent est nécessaire, comme c'est le cas pour les grandes entreprises, celui-ci sera désigné par les travailleurs eux-mêmes. Le délégué permanent sera élu chaque année et sera révocable à chaque instant.

Dans chaque entreprise, un comité d'entreprise sera formé par les travailleurs. Les comités désigneront leurs délégués d'entreprise qui se réuniront en sections régionales ; les sections désigneront un comité exécutif. Les comités exécutifs réunis désigneront un comité exécutif central qui formera la direction du Front Ouvrier.

Ce n'est que de cette manière que le centralisme démocratique, — tout le pouvoir aux travailleurs eux-mêmes, — pourra être réalisé. De cette manière seulement, le regroupement de la classe ouvrière aura de la valeur et l'organisation à base d'entreprise représentera véritablement et directement la classe ouvrière. Contre le front capitaliste, le front ouvrier doit être dressé.

C'est pour une telle organisation que se prononcèrent, à Anvers, 7.000 ouvriers des chantiers de réparation, dans un meeting en plein air tenu le 2 Octobre malgré l'opposition de la police. Egalement, une assemblée de 2.000 métallos, le 6 Octobre. Il s'agit là de militants organisés dans l'ancienne C.G.T.B.

Les organisations syndicales

Mais la plupart des partisans des syndicats à base d'entreprise ont refusé de s'organiser au sein de la vieille C.G.T. Ils ont formé des organisations autonomes :

Ce sont d'abord les *Comités de Lutte Syndicale* (C.L.S.), organisés par les stalinien. Très forts dans la région bruxelloise (il y groupe par exemple 47.000 agents des services publics), assez bien enracinés chez les mineurs et dans plusieurs provinces, ils affichent avec ostentation leur caractère de « forces d'ordre pour apaiser les conflits sociaux ». Leur journal s'intitule : *Unité Syndicale*.

C'est ensuite le *Mouvement Syndical Unifié*, essentiellement à Liège où il se vante d'organiser 85 à 90 % des métallos, et prolongé à Charleroi par le syndicat des métallos. Ce mouvement affiche dans son journal *Travail* une attitude très radicale et lutte de classes. Mais, faute d'une boussole politique sérieuse, ses dirigeants se réfugient dans la condamnation de « la politique » (comme si les travailleurs pouvaient, dans leur lutte, ne pas se soucier du problème de l'Etat et du pouvoir). En attendant, ils participent à la plus lamentable des politiques en signant avec les réfor-

mistes et les stalinien un ordre du jour nationaliste décidant « de poursuivre par tous les moyens la guerre jusqu'à l'effondrement de l'hitlérisme ». Comme si l'on pouvait se réclamer de la lutte de classes intransigeante, de la lutte contre l'Etat bourgeois et en même temps s'engager aux côtés de ce même Etat bourgeois pour « poursuivre la guerre par tous les moyens » !

En dehors de ces centrales reste le *Syndicat Unique des Mineurs du Bassin de Charleroi*, qui représente environ 15.000 mineurs et dont l'histoire est intéressante. Avec leur organe, *La Lutte des Mineurs*, ces travailleurs, qui ont une vieille tradition de lutte de classes, avaient naturellement été à l'avant-garde dans la lutte au moment de l'occupation allemande et dans la constitution des syndicats à base d'entreprises.

Ils s'unifièrent avec les mineurs des autres puits du bassin, organisés au sein des C.L.S. Au cours d'un congrès commun, ils élurent leur nouvelle direction, avec le camarade Davister, dirigeant du Syndicat Unique. Mais la centrale des mineurs C.L.S. (stalinien) de Bruxelles cassa bureaucratiquement leur décision et prononça l'exclusion de Davister, coupable d'être un dirigeant trotskyste, poussant ainsi hors de l'unité l'ensemble des mineurs du Syndicat Unique, solidaires de Davister. Ces derniers étaient évidemment édifiés sur le respect de la démocratie par les bonzes stalinien des syndicats.

Pour l'unité syndicale

Ce serait pourtant faire une lourde faute que de reconstituer des syndicats rouges bien propres, bien lutte de classes, à l'image des anciens « Chevaliers du Travail », de Charleroi. La division actuelle des forces ouvrières ne peut faire que le jeu du patronat. Au sein des organisations syndicales, elle ne peut faire que le jeu des clans réformiste et stalinien. Seuls peuvent accepter de gâter de cœur cette éventualité ceux qui, comme les dirigeants du M.S.U. de Liège, ne voient pas le rôle du parti révolutionnaire comme guide des masses. S'imaginant qu'il est possible de renverser le capitalisme et d'opérer la « révolution constructive » par la seule action syndicale, ils ignorent la sélection des cadres, la rigueur de l'analyse marxiste, qui seule permet de se retrouver dans les événements, la critique acharnée des luttes ouvrières, des victoires et des défaites, au travers de quoi se forment la stratégie et la tactique d'un parti. A tout cela ils substituent quelques « principes » hâtivement ramassés de bric et de broc, et tant bien que mal accolés.

Leur syndicat, ils le considèrent alors comme une sorte de *parti syndicaliste*, et entendent le délimiter jalousement des autres syndicats par ses principes propres.

Mais pour nous, marxistes-révolutionnaires, le syndicat groupe tous les ouvriers tels qu'ils sont. C'est au sein de ces syndicats que nous luttons pour faire adopter nos propres conceptions sur la manière de mener les luttes.

Quels que soient les pièges des bonzes et leur sabotage, nous devons donc multiplier nos efforts pour nous trouver au sein des syndicats unifiés et pour pousser à l'unification les syndicats ouvriers.

Telle est l'attitude des révolutionnaires dans les pourparlers d'unité engagés entre les centrales belges. Dès maintenant, du reste, les chrétiens se sont retirés des pourparlers. Seuls restent en présence la C.G.T.B., le C.L.S. et le M.S.U. Les partisans de la structure à base d'entreprises ont donc la majorité, d'autant qu'au sein même de la C.G.T.B. un fort courant va dans le même sens, comme nous avons vu à Anvers. Entre les chefs réformistes et stalinien, les questions de fromages risquent de prolonger les pourparlers, tandis que le M.S.U. entend d'abord faire triompher ses propres principes. Reste à savoir si la masse des travailleurs dans chacune de ces organisations fera sentir suffisamment sa poussée pour imposer l'unité. C'est dans ce sens que s'emploient les trotskystes qui militent aussi bien dans la C.G.T.B. que dans le C.L.S., le M.S.U. ou le S.U. des Mineurs de Charleroi.

Action des masses dans l'épuration

Le seul fait de l'unification syndicale, — avec la structure d'entreprises surtout, — donnerait une impulsion considérable au mouvement ouvrier. Celui-ci ne se contentera évidemment pas de lutter pour l'amélioration de la classe ouvrière dans le régime, pour l'amélioration du système des Assurances Sociales ou pour jouer son rôle de dupe dans la comédie de la course entre prix et salaires. Il entrera nécessairement en action aussi dans les domaines réservés de la bourgeoisie, comme l'épuration ou la production. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en Belgique il ne s'est pas trouvé d'interrègne, de situation où, le gendarme allemand étant parti avant l'arrivée du gendarme "allié", le pouvoir s'est trouvé plus ou moins exercé par les masses, à l'usine et dans la rue.

C'est ainsi que, par exemple, les masses n'ont pas en la moindre part dans l'épuration. Quant à l'épuration gouvernementale, le journal du "groupe communiste trotskyste", *Le Pouvoir aux Travailleurs*, nous en cite quelques cas typiques : la remise en liberté d'un magnat de la métallurgie, Devillez, des A.C.E.C., les patrons charbonniers qui ne sont pas inquiétés, sans parler de « *Bekaert, de Gand, dont les usines fournissaient pour plus de 800 millions de textiles par mois à l'armée allemande et qui, après avoir été pressenti pour entrer dans le ministère, vient d'être nommé régent de la Banque Nationale* » ou de « *M. Delruelle, ministre actuel des Affaires Économiques, dont les usines de Prayon-Trooz n'ont cessé d'alimenter pendant toute la guerre l'industrie allemande, entre autres en acide sulfurique.* »

On comprend la colère des travailleurs devant cette puante justice de classe qui sait seulement frapper les petits coupables et d'innombrables ouvriers étrangers, coupables seulement... d'avoir lutté contre le fascisme sans avoir la nationalité belge. Dès qu'ils se sentiront unis, les ouvriers voudront, sans aucun doute, avoir leur mot à dire pour juger tous ceux qui ont profité de l'occupation pour écraser et exploiter davantage les ouvriers.

Les Milices ouvrières

L'unité syndicale fera sans doute aussi faire un bond en avant à l'idée des milices ouvrières, qui est, dès maintenant, mise en avant par les syndicats. C'est ainsi qu'à Liège, le M.S.U. a constitué ses "corps francs syndicaux". Les C.L.S. (à direction stalinienne) eux-mêmes, pour ne pas se couper de leurs militants, doivent adopter un langage bien plus radical que le P.C. français. Leur organe *Unité Syndicale* écrit, par exemple, dans son n° 6 : « *Préparez-vous à reprendre des mains de ceux qui n'en sont pas dignes la direction de vos entreprises. Et pour défendre les nœuds vitaux de celles-ci, créez ou renforcez vos milices ouvrières.* »

Peu importe le fratras nationaliste dont ces consignes ouvrières sont entourées. Les staliniens ne sont évidemment pas plus qu'aillieurs fidèles au marxisme. Mais ce langage "gauche" montre assez que, — surtout après la dissolution des F.I. (avec la complicité du P.C.B.), — pour les travailleurs qui ne veulent pas se laisser égorger comme des moutons, la seule voie est le mot d'ordre de la *milice ouvrière* que nos camarades belges n'ont pas cessé de préconiser. La lutte des masses saura bien lui conserver son caractère de classe, contre la bourgeoisie et ses laquais, pour appuyer la volonté ouvrière d'occuper les usines.

Nationalisations et Socialisations

En effet, en Belgique, comme dans toute l'Europe "libérée", le problème qui domine est celui de la remise en marche de l'économie. Un manifeste du Parti Communiste Révolutionnaire pose bien la question :

Pourquoi cette stagnation de l'économie alors qu'il y a tant à faire ? Il ne suffit pas d'invoquer la rupture des échanges internationaux. Sans doute l'économie ne peut prendre tout son essor qu'avec la reprise du commerce mondial. Mais

nous prétendons qu'il est possible dès maintenant de donner du travail à tout le monde et de parer aux besoins les plus pressants de la population. Si la bourgeoisie n'est pas capable de le faire, c'est parce que son économie tout entière est dans les mains d'une poignée de gros capitalistes qui ne se laissent guider que par l'appât des gros profits et ne se soucient nullement des besoins de la collectivité.

Ce qui se passe avec le charbon en est une preuve. La production du charbon ne dépend pas des importations. Pourtant, là aussi c'est la stagnation parce que les patrons sabotent, parce que l'Etat capitaliste n'est pas capable de donner à manger aux cent mille ouvriers dont dépend toute l'économie du pays.

Si l'on veut faire cesser de tels scandales, si l'on veut sortir du marasme, si l'on veut supprimer la plaie du chômage, il faut commencer par exproprier les banques, les trusts et toutes les industries de base. Une seule banque d'Etat, contrôlée et gérée par le syndicat des employés de banque, doit concentrer tous les capitaux et les distribuer entre les différentes branches de l'économie. Les charbonnages, les usines, les chantiers doivent être exploités par les ouvriers eux-mêmes et par les techniciens dévoués à la classe ouvrière. Toute la production doit être réorganisée, sous le contrôle des syndicats, selon un plan rationnel qui tiendra compte uniquement des besoins de la nation. Un vaste plan de grands travaux et de reconstruction permettra à bref délai la remise au travail de tous les chômeurs.

Même si l'idée n'en est pas claire pour eux, les ouvriers belges sentent que c'est là la seule voie qui leur permette de vivre humainement. Ils considèrent avec envie les expropriations que les ouvriers français ont imposées, comme à Paris (Renault, Jumo, etc...), dans les mines du Nord, à Lyon (Berliet), à Grenoble (Brun), à St-Etienne et dans d'autres villes. Si illusoires que soient ces "expropriations" (qui, la plupart du temps, fonctionnent au service des actionnaires et même du patronat), elles les incitent à lutter pour imposer leur contrôle sur la production, pour exiger leur participation à la gestion des entreprises et à la machine économique, sabotée par les capitalistes. Le Parti Socialiste B-Age lui-même met à son programme « *la nationalisation des mines et des industries-clefs* ». Bien sûr, il s'agit là d'une nationalisation au profit des actionnaires, comme en France, où la participation ouvrière ne serait rien d'autre qu'une farce. Bien sûr encore M. Van Acker rassure les bourgeois en montrant, par exemple, qu'il n'est pas question de nationaliser les Assurances, tandis que *Le Peuple* échappe purement et simplement, dans le compte-rendu d'un discours, le passage où Spaak, à Lessines, bouillonnant de ferveur "socialiste" pour essayer de réchauffer son auditoire ouvrier, allait jusqu'à menacer les propriétaires récalcitrants de nationaliser les mines. Mais il est significatif que le P.S.B., pour conserver sa clientèle, doive afficher un tel programme. Et il est certain qu'une fois en mouvement, les masses ne s'arrêteront pas aux solutions soigneusement élaborées par ces Messieurs du P.S.B. pour essayer de prolonger l'agonie du capitalisme.

Le problème du pouvoir

Seulement, il apparaît là que l'ensemble des problèmes posés dépasse de loin l'action syndicale. L'économie, par exemple, ne peut être remise en marche que selon un plan d'ensemble. Ce qui pose le problème du pouvoir. Qu'il s'agisse de la justice, de la milice ouvrière, c'est encore le problème du pouvoir qui se pose. Ces problèmes ne pourront recevoir de solution définitive que lorsque la classe ouvrière aura conquis le pouvoir, aura balayé la dictature de la minorité des exploitateurs pour lui substituer la dictature des masses prolétariennes, en Belgique et dans toute l'Europe.

Malheureusement, les masses n'ont pas encore dressé les organes autonomes de leur propre pouvoir

face au pouvoir bourgeois. Les comités ouvriers de Liège s'étaient dissouts — comme tels. — Ils limitent leur portée en réapparaissant sur le plan d'une organisation syndicale, en renonçant à poser le problème du pouvoir, localement et nationalement. Le mouvement des délégués à Charleroi est également resté enfermé dans l'action revendicative. Il en va de même de la poussée ouvrière vers la démocratie à l'entreprise : elle est restée canalisée dans le cadre syndical.

Quel est, dès lors, le devoir des marxistes-léninistes ? Il est d'abord de lutter pour développer au maximum tous les efforts du prolétariat belge pour constituer ses propres organes démocratiques à l'entreprise. Cela signifie essentiellement lutter pour les syndicats à base d'entreprises ; pour leur constitution en sections locales et régionales (l'équivalent des Unions locales et départementales en France) ; pour le respect de la démocratie en leur sein ; pour l'éclaircissement de leur compétence aux problèmes du pouvoir, aussi souvent que cela sera utile et possible.

Mais les masses n'envisagent pas encore le problème du pouvoir sous l'angle de leur propre pouvoir, par l'intermédiaire de leurs délégués. S'imaginer le contraire serait se leurrer soi-même. Et comment, du reste, pourrait-il en être autrement en l'absence d'un parti révolutionnaire de masses ? Comment pourrait-il en être autrement quand les masses ne se sont en partie dégagées de la tutelle réformiste que pour se ranger sous le drapeau stalinien, trompées par le mirage de "l'Etat socialiste" en U.R.S.S. ? S'imaginer que dans les pays capitalistes avancés la crise révolutionnaire allait faire surgir nécessairement, dès les premiers pas, les organes du pouvoir soviétique, s'imaginer que les masses dans ces pays étaient définitivement guéries des illusions démocratiques et que les problèmes de la démocratie formelle y étaient définitivement dépassés, c'était là raisonner selon des schémas simplistes et caricaturer l'analyse marxiste. Les travailleurs ont les yeux fixés sur le chancelant pouvoir de Bruxelles. Que cela nous plaise ou non, c'est là pour eux ce que se pose le problème du pouvoir. On ne peut se contenter de leur répondre par notre propagande, — si justifiée soit-elle, — pour la dictature des futurs comités ouvriers. Il faut faire faire aux masses leur expérience, précisément à travers la crise gouvernementale.

Drôles de démocrates !

Et elle ne manque pas d'être riche en enseignements. Les ministres bourgeois avouent eux-mêmes « qu'ils restent en place parce que personne ne veut du pouvoir » (Pierlot à Combat). Combat nous les montre épouvantés, « dépassés par les événements »... Les socialistes doivent voler à leur secours. Leur attitude est ingénuement expliquée dans *Le Peuple*, du 29 Novembre, par Victor Larock : « *Fallait-il rester dans le plus impopulaire des gouvernements oscillant à droite ? Oui.* » Et Larock explique qu'en effet sans le P.S.B. la Belgique est "ingouvernable". Comme le gouvernement « le plus impopulaire, oscillant sur la droite » de la bourgeoisie réactionnaire, ne peut pas gouverner sans le P.S.B., le P.S.B. est bien contraint, n'est-ce pas, de rester au gouvernement ! C'est qui lui vaut l'hommage de l'organe catholique *Vrai*, ultra-réactionnaire : « *Nous ne pouvons manquer de rendre hommage, cette semaine, au Parti Socialiste. Son attitude, lors du désarmement des F.I. et du départ des ministres communistes, a été celle d'un grand parti, conscient de ses responsabilités.* » De ses responsabilités envers le grand capital, s'entend.

Mais l'attitude du Parti Communiste Belge n'a guère été plus reluisante. Au pouvoir, Marteaux ne s'est guère signalé que par la circulaire 69 interdisant de verser secours et pension aux familles de chômeurs touchant l'allocation. Sans parler de l'arrêté ministériel instaurant l'état d'exception et le désarmement des F.I., dont, le 5 Novembre, *Le Drapeau Rouge* affirmait que c'était un coup d'Etat et qui, comme nous l'avons vu, paraissait le 15 Novembre avec la signature du D' Maréaux ! Le Parti Communiste est entré

néanmoins dans l'opposition. Il a dénoncé violemment le gouvernement qui n'a pas la confiance des masses. On est démocrate ou on ne l'est pas !

Mais Pierlot affirmait avoir la confiance des Belges. Un naïf pensera : « C'est bien simple. Ce gouvernement qui a quitté la Belgique en 1940 et qui est au moins fortement discuté, on veut savoir s'il représente encore l'opinion des Belges ? Eh bien ! il n'y a qu'à leur demander. Il n'y a qu'à dissoudre le parlement élu avant l'entrée en guerre de la Belgique et qui, dans la Belgique de 1944, fait figure d'assemblée de revenants. Il faut procéder à des élections démocratiques immédiates. » Mais le Parti Communiste Belge n'est pas si naïf. Des élections ? Comme si les masses prolétariennes n'étaient pas déjà suffisamment en ébullition ! Comme s'il était raisonnable de discuter devant elles des problèmes du pouvoir ! Le P.C.B. ne pense pas là-dessus (autrement que le P.C.F., qui fait des pieds et des mains en France pour l'ajournement des élections. Non, ce ne sont pas les masses belges que le P.C.B. a demandé qu'on interroge sur la popularité du gouvernement Pierlot. C'est... la presse bourgeoise d'Angleterre. Ça c'est une référence sérieuse et sans danger pour le régime établi.

La seule chose qui importe, ne l'oublions pas, c'est l'accord sur la politique extérieure. C'est pourquoi le P.C.B. met en avant le mot d'ordre de « concentration démocratique », avec tous les partis bourgeois prêts à une telle combinaison, y compris libéraux et catholiques (1).

Gouvernement ouvrier

A ce mot d'ordre, les marxistes-léninistes opposent leur mot d'ordre de gouvernement ouvrier. Mais il ne s'agit pas là d'une autre appellation de la dictature prolétarienne. Là-dessus, une certaine confusion a régné parfois dans la presse 4-internationaliste en Belgique. Il faut mener inlassablement la propagande pour la dictature du prolétariat, exercée par les conseils ouvriers. Mais autre chose est le mot d'ordre transitoire du *gouvernement ouvrier*. Les militants socialistes et communistes attendent de leurs partis qu'ils appliquent leur programme. A ces militants et aux masses ouvrières qui ont confiance dans le P.S.B. et le P.C.B. nous disons : « Il faut rompre la coalition avec la bourgeoisie, qui ne peut apporter que la dictature et la misère. Exigez de vos partis qu'ils prennent le pouvoir ensemble pour appliquer leur programme. Qu'à ce gouvernement, débarassé des bourgeois, des Pierlot et des Delruelle, collaborent également les délégués des syndicats.

Dès maintenant, il faut dissoudre la Chambre des revenants en qui personne n'a plus confiance en Belgique. Il faut procéder à de nouvelles élections démocratiques. Il faut exiger qu'y participent tous les hommes et toutes les femmes qui travaillent en Belgique, qu'ils aient ou non leur certificat de nationalité belge. Il faut que les jeunes votent à partir de 18 ans.

Ce gouvernement, qui sera votre gouvernement, vous le contrôlerez dans vos syndicats et vos partis en exigeant en leur sein la démocratie. Ensemble, nous appuierons la réalisation de son programme social, grâce à nos réunions syndicales, à nos comités d'entreprises et à nos milices ouvrières. Vous exigerez de "votre" gouvernement qu'il vous arme. Dès maintenant, développons et armions nos milices ouvrières, non seulement pour protéger notre action dans nos usines, mais aussi pour défendre ce gouvernement contre les fascistes et la bourgeoisie.

Il n'y a pas d'autre voie de salut pour les travailleurs de Belgique. Toute autre expérience gouvernementale est vouée à un échec certain.

Janvier 1945

F.

(1) Depuis, Van Acker, leader du P.S.B., a constitué un nouveau gouvernement de « concentration nationale » avec la participation des communistes. Il n'est pas difficile de prévoir qu'il montrera la même impuissance que le gouvernement Pierlot, en face d'une situation qu'on ne peut affronter qu'avec des mesures anticapitalistes radicales.

DEVANT LA NOUVELLE ÉTAPE

de la Révolution prolétarienne en Espagne

La République exsangue ⁽¹⁾

Les élections municipales espagnoles du 12 Avril 1931, vues sous l'angle étroitement légaliste, auraient dû signifier le maintien du régime monarchiste. Mais la bourgeoisie apprécia à sa juste valeur la volonté des masses, et bien que, *sauf* dans les centres industriels et les grandes villes, la "nation" s'était prononcée pour le maintien du "statu quo", la bourgeoisie viola les principes de sa propre démocratie et se décida à jouer la carte républicaine. La République, c'était évidemment une inconnue. La bourgeoisie se demandait bien où elle pourrait l'amener. Mais il était certain, en tout cas, que la survivance de la Monarchie était devenue impossible : pis encore : elle renfermait les plus graves dangers. Elle risquait d'accélérer encore la radicalisation politique des masses ouvrières.

L'instauration de la république produisit au sein des masses un épanouissement des illusions démocratiques. Les sept ans de dictature de Primo de Rivera avaient pour ainsi dire engourdi les masses ouvrières, qui n'avaient pu, pendant toute cette longue période, exprimer et vérifier leurs aspirations.

Le premier soin des républicains et socialistes fut de présenter la république comme un régime ou la haine et la vengeance n'avaient pas de place. Et tandis que dans les villes et villages, la population faisait un "autodafé" avec le portrait du dernier Bourbon, celui-ci traversait tranquillement le pays, vers l'émigration dorée, sous la protection des nouveaux gouvernants républicains.

La république fut instaurée une fois obtenu l'accord du général Sanjurjo, chef de la fameuse Garde Civile, le même général du "putsch" contre-révolutionnaire de 1932.

« Nous avons donné au monde le plus bel exemple en instaurant la république sans avoir fait couler le sang. »

Sans avoir fait couler de sang bourgeois, mais l'incompatibilité du nouveau régime, — qui laissait subsister toutes les institutions de l'Etat, — avec les aspirations des masses, va faire couler à flots, par la suite, le sang du prolétariat. La date du 10 Mai, à un mois à peine de l'instauration de la république, avec les incendies de couvents à Madrid, Valence, Malaga et d'autres grandes villes, marque le début de ce divorce entre les masses et la république bourgeoise.

Les organisations ouvrières

Quel était le tableau du mouvement ouvrier espagnol pendant cette période ?

Le Parti Socialiste avait continué à mener pendant la dictature un petit train-train plutôt paisible, dans ses Maisons du Peuple, avec ses cotisations et tout son fa-

tras bureaucratique quotidien. Sa sœur jumelle, l'Union Générale des Travailleurs, avait même collaboré avec la Dictature, à travers la participation de Largo Caballero dans le Conseil d'Etat et en peuplant de ses créations les organismes paritaires.

La C.N.T. anarcho-syndicaliste, jetée dans l'illégalité en 1923, soutenait et même suscitait l'activité illégale contre la Dictature.

Naturellement, la C.N.T., dont les dirigeants "apolitiques" n'avaient jamais de perspectives bien précises, représentait, malgré tout, devant l'ultra-réformisme du Parti Socialiste, un pôle d'attraction révolutionnaire. La nouvelle situation créée par l'instauration de la république fit qu'en quelques jours on assista à la reconstitution ouverte de la C.N.T., qui apparut comme l'élément représentatif de l'esprit de classe du prolétariat espagnol.

Le Parti Communiste fut de tout temps en Espagne un noyau très réduit, sans importance politique ni influence au sein des larges masses. En 1931, le P.C. espagnol rentre en scène avec, dans son drapeau déployé, le slogan : « Tout le pouvoir aux soviets » ; soviets qui, naturellement, n'existaient nullement, et dont les masses ignoraient même au juste le sens. Avec cette politique "troisième période", politique ultimiste qui devait se transformer par la suite en son opposé, inutile de dire que le P.C. se plaçait en dehors du processus réel de la révolution et de l'expérience des masses, s'aliénait la sympathie de celles-ci, qui, de leur côté, à travers leur propre expérience, se radicalisaient de plus en plus.

Cette radicalisation se refléta particulièrement dans les Jeunesses Socialistes qui, pendant la période 1933-34, entamèrent la lutte, au sein du parti, contre les Prieto et Besteiro, contre les éléments réformistes traditionnels, en même temps que leurs journaux se prononcèrent pour la dictature du prolétariat et publièrent en première page des citations de Lénine et de Trotsky.

La Gauche Communiste Espagnole (Opposition Internationale de Gauche), très faible au point de vue numérique et coupée, en général, de tout travail dans les centres ouvriers, limitait son activité à formuler et défendre dans ses publications réduites les positions bolcheviques que la situation demandait. Les divergences qui éclatèrent dans son sein au sujet de l'entrée dans la social-démocratie y provoquèrent une crise organique et idéologique, dont le dénouement catastrophique fut la fusion, avec le Bloc Ouvrier et Paysan (Maurin) pour constituer le P.O.U.M.

Qu'était-ce que le Bloc Ouvrier et Paysan ? Le produit lui-même de la fusion de la Fédération Catalane du Parti Communiste, qui rompit en 1930-31 avec Moscou sur une base droite, avec un petit noyau qui se plaçait à l'extrême-gauche du nationalisme catalan : le Parti Communiste Catalan. Le tout donnait un amalgame extrêmement confus, confusion qui, sous le signe « Ni stalinisme, ni trotskysme », devait prévaloir dans le P.O.U.M. et caractériser toute la ligne politique de ce parti.

(1) " *Republica sin sangre* ".

La terre

Le problème de la terre ne fut ni ne pouvait être résolu par la république bourgeoise, "éxsangue", du 14 Avril. Tout le fond de la situation espagnole réside dans le fait que la bourgeoisie n'a pas réalisé à temps, c'est-à-dire quand le capitalisme se développait suivant une ligne ascendante, la révolution démocratique bourgeoise. L'incapacité de la bourgeoisie espagnole prenait un caractère absolument définitif dans le cadre du capitalisme pourrissant. D'autant plus que les survivances féodales ont un poids énorme au sein de la société espagnole.

Les réformes agraires réalisées dans ce cadre bourgeois n'apportèrent aucune solution aux masses, qui, après s'être vues écrasées par le propriétaire foncier, se voyaient menacées maintenant par l'Institut de Réforme Agraire, à qui elles devaient rembourser ses avances financières.

Les salaires de famine et le chômage se répandaient. Et le ministre du Travail socialiste Largo Caballero ne trouvait, pour "soulager" les masses, d'autre solution que la loi dite « d'arrondissements communaux », d'après laquelle les ouvriers agricoles d'une commune ne pouvaient louer leurs bras et trouver un salaire en dehors des limites de leur commune. L'application "économico-sociale" que Largo Caballero donnait de sa loi contre-révolutionnaire, c'était d'éviter un avilissement des salaires. Mais ceux-ci demeuraient à leur niveau effroyable et les propriétaires fonciers laissaient une partie de leurs terres en friche plutôt que d'augmenter les salaires. Le tout ne faisait qu'accroître la misère des paysans.

La grève générale des ouvriers agricoles, pendant l'été 1934, marque la première grande offensive des masses contre cette république qui ne tient aucune de ses promesses. La caractéristique particulière de cette grève est dans le fait que le paysan, qui a fait déjà l'expérience du "partage des terres" républicain, se mobilise, à travers cette lutte, pour des objectifs plus larges, politiques, sans en avoir encore pleinement conscience.

La grève des ouvriers agricoles devait être vaincue, dirigée comme elle était par la Centrale réformiste (U.G.T.), incapable de rendre conscient, en connexion intime avec l'action du prolétariat industriel, le contenu révolutionnaire que le mouvement renfermait. Le paysan, après son échec, se replia sur lui-même et assista plus tard en spectateur à la lutte du prolétariat industriel, qui trouva sa plus haute expression dans l'insurrection des mineurs aux Asturies, en 1934.

De l'Alliance Ouvrière au Front Populaire

En l'absence d'un parti, d'une direction révolutionnaire, la pusillanimité réformiste, l'aventurisme des anarchistes et des staliniens, produisirent un repli des masses qui permit à la réaction féodale-agraire, représentée par Gil Robles, de marquer des points et de parvenir à nouveau au gouvernement.

Dans la ligne de ce repli ouvrier, les événements du 6 Octobre 1934 montrèrent, en dernière instance, de quelles riches réserves combattives disposait encore le prolétariat espagnol qui, en l'absence d'une direction révolutionnaire, pouvait seulement donner des pages pleines d'héroïsme.

Le 6 Octobre 1934 est la première tentative que font les masses pour se dégager du cadre étouffant des organisations traditionnelles, à la recherche des organismes de l'insurrection et du pouvoir. L'« Alliance

Ouvrière » est l'expression de ce processus. Le Parti Communiste, qui s'opposait avec acharnement à l'« Alliance Ouvrière », au lieu d'en être l'animateur, fut lui aussi entraîné par la dynamique de la lutte et finit par adhérer à l'« Alliance Ouvrière ».

La répression après Octobre 1934 est violente, meurtrière. Mais une telle répression ne pouvait apporter à la bourgeoisie aucune solution, ni même un réel répit.

Février 1936 enregistre une nouvelle et impétueuse montée des masses ouvrières. Mais la lutte ne se fait plus sous le signe de l'« Alliance Ouvrière » et de la « U.H.P. » (Union Fraternelle des Ouvriers), mais bien sous le signe du Front Populaire, que la bureaucratie stalinienne a lancé entre temps. Le *Frente Popular* espagnol prend encore un caractère plus sinistre, plus contre-révolutionnaire, par le fait qu'il survient après l'expérience glorieuse, et profondément ancrée dans les masses, de l'Alliance Ouvrière, qu'il détourne les masses ouvrières espagnoles de la voie de l'indépendance de classe et de l'unité d'action où elles étaient engagées, pour les replonger, derrière les directions traîtres, dans le marais du réformisme, de la collaboration de classes et de l'impuissance.

La terre devait être donnée aux paysans après les savantes lois qu'on élaborerait à cet effet au nouveau parlement ; les 30.000 emprisonnés d'Octobre devaient être libérés après avoir approuvés les lois et après avoir rempli les paperasses nécessaires... Mais les masses, qui commencent à connaître déjà ces cantilènes, sont dans la rue ; elles ouvrent les prisons ; dans certaines provinces, les paysans procèdent directement au partage des terres, sans avoir, évidemment, la moindre idée de la procédure constitutionnelle.

« Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour présider une guerre civile... », se plaint le malheureux chef du gouvernement « Front Populaire », le républicain "de gauche" Casares Quiroga. Mais malheureusement pour lui, la guerre civile s'inscrit justement d'une façon inéluctable dans la dynamique des événements. Les autorités du *Frente Popular* sont débordées de plus en plus par l'action autonome des masses. Les bandes fascistes entrent à leur tour en action. Une guerrilla implacable se développe partout entre Février et Juillet 1936. La course au pouvoir est ouverte.

La guerre civile et la révolution prolétarienne

Un parti révolutionnaire, en se mettant à la tête du prolétariat, en déclenchant l'action révolutionnaire des masses, aurait fait avorter le complot militaire qui se préparait au vu et au su du gouvernement. Le parlement du Front Populaire laissa aux généraux et aux politiciens réactionnaires les mains libres et tout loisir pour préparer la guerre civile.

La réplique du prolétariat, par-dessus la tête du gouvernement, fut pourtant prompte et terrible. L'insurrection se voyait vite maîtrisée dans les grandes villes et dans les centres vitaux du pays. Du même coup, c'était tout l'appareil d'Etat "républicain", l'ordre bourgeois dans son ensemble, qui sautait en morceaux.

La façade du pouvoir officiel subsistait, mais toutes les fonctions et attributions du pouvoir échappaient à son contrôle ; elles étaient exercées en fait par les Comités ou directement par les organisations ouvrières.

Les ouvriers, certainement sans avoir lu *La Révolution permanente*, la faisaient passer dans la vie. Tout en rendant possible enfin, par leur pouvoir, la réalisation des revendications démocratiques, ils abordaient en même temps avec décision les tâches socia-

listes en expropriant la bourgeoisie de ses grands moyens de production. Tout cela avec les improvisations et la dispersion que l'absence d'une direction démocratique et centralisée rendait inévitable.

Malheureusement, en même temps, notamment en Catalogne où la dualité des pouvoirs, avec le Comité Central des Milices, avait pris des formes plus précises, les directions ouvrières n'avaient pas de tâche plus pressante que de faire rentrer, à nouveau, tout dans l'ordre bourgeois ; de redonner une nouvelle vie et une nouvelle puissance au squelette de l'appareil d'Etat "républicain".

Les anarchistes, affolés par la plaisanterie du destin qui leur jetait le pouvoir à la tête, et les centristes du P.O.U.M., avec leur inclination insurmontable à s'échapper par la tangente, abandonnaient volontiers le pouvoir, — qui leur appartenait en Catalogne, — et le cédaient au gouvernement bourgeois, qui n'en croyait pas ses propres yeux ; ils donnaient le coup décisif de la dissolution des comités ouvriers et paysans et donnaient par-là la première impulsion à l'action contre-révolutionnaire qui, lorsqu'elle put se passer d'eux, les expulsa du gouvernement et les jeta dans l'illégalité ou dans l'isolement et la paralysie.

L'action des directions ouvrières espagnoles, conjuguée avec la politique du Komintern et avec l'action du Comité de Non-Intervention, furent les leviers de cette course à la défaite et à l'écrasement du prolétariat, qui, en Mai 1937 et tout à la fin de la guerre, dans les rues de Madrid, montra encore les derniers sursauts de son énergie contre le défaitisme et la trahison "républicains".

L'expérience accumulée par le prolétariat espagnol

Il faut avoir bien en tête cette longue et vaste expérience vécue par le prolétariat espagnol, le riche capital révolutionnaire accumulé, pour se faire une idée juste des perspectives et possibilités de la révolution espagnole.

Les forces qui ont trahi le prolétariat espagnol, qui l'ont mené à la défaite et qui gardent encore sur lui un dernier lambeau d'influence, ces forces-là n'ont évidemment rien fait pour faire assimiler aux combattants espagnols la leçon de leurs défaites. Au contraire, les colonnes de fumée que lancent toujours les cadavres vivants du *Frente Popular* ne peuvent servir qu'à troubler la progression politique des militants espagnols.

Mais les ouvriers espagnols qui ont eut dans les mains les armes, les usines, les transports, les imprimeries, le pouvoir, ne sont pas près de l'avoir oublié malgré l'action acharnée de toutes les bureaucraties traîtresses. S'ils écoutent encore ces anciennes directions, — dans la mesure surtout où ils ne trouvent pas une autre perspective, — le contenu qu'ils mettent dans leurs aspirations est profondément opposé aux orientations et aux manœuvres des anciens leaders. Nulle part, peut-être, comme en Espagne ne s'opposent si fortement l'expérience et les aspirations des masses aux propos et aux manœuvres de leurs dirigeants traditionnels. L'effondrement de Franco, les débuts de la nouvelle révolution espagnole seront caractérisés avant tout par cette opposition. Des organes de double pouvoir doivent naître dès le début de la révolution dans les usines, dans les quartiers ouvriers, dans les campagnes.

C'est dans la période de montée et de lutte ouverte que l'expérience acquise au cours des longs mois de lutte et digérée dans la période d'illégalité, dans les prisons, dans l'émigration donnera ses fruits.

Deux pas en arrière...

Les directions traditionnelles du prolétariat espagnol ne se sont nullement préparées aux tâches de cette proche période. Au lieu de faire, depuis 1939, un pas en avant, elles ont fait deux ou plutôt quatre pas en arrière.

Les dirigeants réformistes, plus que jamais ankylosés dans leur réformisme et regroupés à nouveau derrière Prieto, s'efforcent d'être les animateurs de la « Junte Espagnole de Libération Nationale », en Amérique Centrale, où ils essaient de jouer plus ou moins au gouvernement émigré et où se seront réunis les restes pitoyables de l'ancien parlement de 1936. Le programme de la « Junte de Libération » est simplement le retour à la république bourgeoise, dans toute sa pureté... bourgeoise. La Révolution de 1936 ne "doit" pas avoir existé. Nous lisons dans le Manifeste de constitution de la « Junte Espagnole de Libération » (Mexico, 23 Décembre 1943) :

La fidélité aux principes de 1931, tant qu'ils ne seront pas légalement modifiés, ne signifie pas que nous ignorons tout ce qui s'est passé ensuite, mais tout cela doit être rappelé principalement comme expérience et comme leçon, et non pas pour recommencer les erreurs et moins encore pour faire un drapeau des échecs. De la terrible crise... nous devons garder l'esprit héroïque, l'élan invincible, sans nous obstiner à vouloir perpétuer des créations inconsistantes et éphémères de partis, lesquelles répondaient plutôt à des tendances d'école ou à une volonté d'hégémonie qu'à l'intérêt suprême de l'Espagne.

L'échantillon suffit. Aucune condamnation plus claire de la révolution ouvrière de Juillet 1936 ne peut se concevoir dans un document de cette nature. Les ouvriers espagnols sont avertis : les futurs ministres républicains voudront bien accepter, s'ils ne peuvent pas s'en passer, l'héroïsme du prolétariat, mais les comités, les milices, les collectivisations, les patrouilles de contrôle (police ouvrière), les tribunaux ouvriers, les quotidiens ouvriers tirés sur les rotatives bourgeoises, tout cela n'a été qu'un mauvais cauchemar.

Tout à fait symbolique est le fait que ce soit justement sur le continent américain que se déroulent les petits jeux parlementaires de ces messieurs de la « Junte Espagnole de Libération ». Dans les avatars d'un changement de régime, quand, devant la pression des masses, il ne sera plus possible de maintenir Franco, pour cette situation-là et sa suite, les Etats-Unis veulent avoir largement pied en Espagne. Ils soutiennent pour demain, — tout en soutenant pour l'instant le gouvernement de Franco, — les cliques de l'émigration républicaine-socialiste, à travers lesquelles ils songent à élargir et à consolider la main-mise économique sur l'Espagne, au détriment, là encore, des importants intérêts britanniques.

L'Angleterre n'a pas assez de souffle pour jouer ce jeu-là. Elle tente de spéculer sur la peur qu'a la bourgeoisie d'un chambardement dans la situation pour essayer de mettre en avant une solution monarchiste, à la sauce grecque.

Les heurts des deux politiques, — car à travers le prisme espagnol se font jour aussi les antagonismes Angleterre-U.S.A., — ont commencé à s'extérioriser. Prieto a donné à la presse américaine un violent article contre l'Angleterre, qu'il accuse d'être la responsable de la défaite de la République et de vouloir s'opposer aujourd'hui à sa restauration. Negrin, la "recrue" stalinienne, exclu du Parti Socialiste et qui semble vouloir revenir plutôt se chauffer au soleil de la vieille maison social-démocrate, se voit interdire par le gouvernement anglais de participer par radio à un meeting des républicains espagnols à New-York. En attendant d'autres formes plus sévères, le choc des antagonismes impérialistes sur le plan espagnol emprunte le langage de la petite histoire. Tout en gardant, bien entendu, le front unique sacré contre le danger révolutionnaire.

Et pendant ce temps, de quel côté se tournent les "anarchistes" de la C.N.T. ? Dans une conférence prononcée en Amérique du Sud, l'ancien président du Tribunal espagnol des Garanties Constitutionnelles, M. Albornoz, autre vestale du "démocratie pur", déclarait qu'il comprenait que la C.N.T. reste à l'écart de la « Junte de Libération », ce qui prouvait que la C.N.T. restait fidèle à son passé et à son programme révolutionnaire. Les dirigeants de la C.N.T., par leur adhésion criarde à la « Junte de Libération », ont donné à M. Albornoz un prompt et satisfaisant démenti. Dans les différents meetings tenus en France par la « Junte de Libération », dans les colonnes de leurs journaux en France, — C.N.T. et *Solidaridad Obrera*, — les dirigeants anarcho-syndicalistes ont signé des deux mains leur conversion définitive au plus plat réformisme, à travers la centrale syndicale, — qu'ils monopolisent encore, — et leur conversion en parti politique, sous la pudique appellation de « Mouvement Libertaire Espagnol », le nom de "parti" étant un morceau trop difficile à avaler pour ces traitres et formalistes exacerbés.

L'évolution du P.O.U.M. est pour le moins aussi criarde. Tous les avertissements de Trotsky sur l'éloignement des dirigeants de l'ancienne « Gauche Communiste Espagnole (Opposition Internationale de Gauche) des bases politiques du bolchevisme, sur le confusionnisme et le caractère petit-bourgeois de l'ancien « Bloc Ouvrier et Paysan », sur les graves dangers de la fusion dans le P.O.U.M., trouvent, hélas, une trop éclatante confirmation. Le P.O.U.M., parti centriste, est mort après avoir fait de son mieux pour mener dans une impasse la lutte révolutionnaire du prolétariat espagnol. Le récent congrès célébré par le P.O.U.M. a consacré, en effet, la transformation de cette organisation en un parti nationaliste catalan "de gauche", avec une orientation politique extrêmement réactionnaire.

Les projets de thèses ont été diffusés aux assistants du congrès, seulement en langue catalane. Dans ces thèses, on décide la liquidation de l'organisation péninsulaire du P.O.U.M., le repli dans la région catalane, la constitution d'un "grand" parti ouvrier catalan. La perspective internationale sur laquelle l'on doit s'aligner, c'est une Europe sous l'hégémonie britannique, champion de cette guerre libératrice contre le fascisme. Le marxisme a échoué ; il faut repenser le mouvement ouvrier sur de nouvelles "bases éthiques". Il faut préparer une grande organisation culturelle-sportive de la jeunesse nationaliste et populaire catalane. Et finalement, on conseille à M. Irla, président du gouvernement régional catalan émigré, beaucoup de soin et d'attention dans la préparation dès maintenant des organes policiers qui devront assurer la passation des pouvoirs avec le minimum de secousses, évitant par là des actions "incontrôlées" des masses, qui mettraient en mauvaise posture "notre" crédit à "l'extérieur".

Nous n'inventons rien. Nous reproduisons littéralement les positions que la direction du P.O.U.M. a fait approuver par le récent congrès. Un éffarant manifeste régional "front populiste" portait déjà la signature de l'organisation qui continue encore à s'appeler par inertie : « Parti Ouvrier d'Unification Marxiste ».

La « Junte de Libération » trouve en face d'elle un concurrent qui paraît de moins en moins redoutable : la « Junte Suprême d'Union Nationale », création stalinienne dans laquelle ont place les "catholiques-populaires" de M. Gil Robles, ce Dollfus raté de 1934. Le programme a, bien entendu, le même caractère réactionnaire que celui de la « Junte de Libération ». La lutte est pourtant extrêmement tendue entre cette dernière et l'« Union Nationale Espagnole ». Celle-ci perd visiblement du terrain. Tous les éléments socialistes ou syndicalistes qui participaient à l'activité de l'Union Nationale sont infailliblement désavoués ou exclus par leurs directions respectives. Un fort sentiment anti-stalinien règne parmi les masses ouvrières espagnoles, sentiment qui renferme de gros dangers dans la mesure où il fait le jeu des "républicains-socialistes" vendus à l'impérialisme américain.

Les "oppositions"

Au sein du P.C. espagnol, d'ailleurs, le monolithisme est loin d'être une réalité. Une scission s'y est même produite, dont le chef de file est l'ancien ministre Jesus Hernandez, vieux bureaucrate lui-même, complice jusqu'au bout de toute la criminelle politique stalinienne pendant la guerre civile. Il ne faut se faire aucune illusion sur Hernandez, qui ne peut être qu'une personification épisodique et transitoire du détachement des éléments prolétariens du Parti Communiste Espagnol.

Ceci nous amène à dire un mot, — il n'y a pas pour le moment grand chose à dire de plus, — des courants d'opposition au sein des organisations ouvrières espagnoles.

Ces courants sont eux-mêmes, dans l'ensemble, extrêmement faibles et sont, pour l'instant, l'écho de la politique opportuniste des organisations.

Dans la C.N.T., à côté d'un courant vers la politique réformiste, — majoritaire parmi les vieilles équipes anarchistes bureaucratiques, — il existe un courant qui, sous le drapeau du « retour à l'anarchisme », exprime le dégoût des éléments de base pour l'orientation des dirigeants. Le journal *Solidaridad Obrera* a parfois un ton plus "à gauche" que C.N.T., mais, à côté de cela, on y trouve l'acceptation de la même ligne politique vers la « Junte de Libération ».

De même, dans le Parti Socialiste. Certains éléments de la jeunesse, — qui ont vécu la période vers la gauche de 1933-34, — essaient de faire cohabiter un langage marxiste (dénonciation de la guerre impérialiste, de la politique stalinienne, etc...) avec une acceptation, volontaire ou forcée, de la politique de la « Junte de Libération ».

Dans le P.O.U.M., de même, la "gauche" essaie pour l'instant de se défendre, — mollement, — contre le cours liquidationniste de la majorité droite, mais elle montre pour l'instant autant sinon plus d'empressement à se déclarer antitrotskyste. S'il n'y a pas lieu d'espérer pouvoir sauver de l'effondrement politique tel ancien dirigeant enrouté de cette "gauche", tous les efforts doivent être faits pour amener vers la IV^e Internationale les jeunes éléments qui se refusent à renier le marxisme.

La IV^e Internationale et la Révolution espagnole

La tâche de construction de la direction révolutionnaire repose donc entièrement sur les épaules des "communistes internationalistes" espagnols, sur la jeune section espagnole de la IV^e Internationale, qui a regroupé et unifié ses forces. Un grand effort doit être fourni vers la conquête de l'avant-garde espagnole aux positions du trotskysme. Un programme politique doit être élaboré, qui résume toute l'expérience du mouvement de la IV^e Internationale et des combats révolutionnaires en Espagne.

Il y a de bonnes raisons pour croire que les meilleurs éléments du prolétariat espagnol sont, sans le savoir, beaucoup plus près de la IV^e Internationale que de leurs directions traitresses. Le développement de la lutte, dans le cadre de la montée révolutionnaire internationale, ne fera que favoriser la soudure entre l'avant-garde espagnole et la IV^e Internationale. Mais cela ne se fera pas tout seul. Au contraire, les luttes les plus dures et les plus acharnées sont à prévoir, non seulement contre les appareils de répression, mais aussi contre la haine bureaucratique. Il est grand temps de se préparer à fond pour toutes ces tâches.

PROBLÈMES

DE LA

RÉVOLUTION ITALIENNE

par

Marc LORIS

L'article du camarade Marc Loris a été écrit il y a déjà six mois.

Depuis, plusieurs événements importants ont marqué la vie politique italienne : Badoglio a cédé sa place à Bonomi, qui est aujourd'hui à la tête de son deuxième ministère ; le roi Emmanuel a cédé son trône au prince Humbert ; les stalinienens ont évolué encore plus à droite, accordant leur plein appui à la monarchie, au gouvernement et à l'Etat bourgeois. Mais le fond de la situation italienne reste essentiellement le même : la démocratisation de la vie politique en Italie n'a fait aucun progrès ; la monarchie reste en place ; les élections sont toujours renvoyées aux calendes grecques ; l'Eglise catholique conserve ses privilèges ; la tutelle réactionnaire des Alliés, grâce aux troupes d'occupation, est toujours aussi forte.

Dans ces conditions, il est indéniable que la valeur des mots d'ordre démocratiques indiqués par le camarade Loris, ainsi que l'importance de la plupart des problèmes qu'il soulève, n'ont en rien diminué.

Demain, dans le cadre d'une crise révolutionnaire profonde dans toute l'Europe, pourront se trouver modifiés et la façon de poser plus d'un de ces problèmes et même leur importance.

Mais il n'est pas moins vrai que la ligne de conduite du parti révolutionnaire en Italie ne saurait être tracée d'une façon juste sans tenir compte, à chaque étape, de tous les aspects de la situation, ni sans capacité de sa direction à combiner, selon leur propre logique interne, les revendications démocratiques avec les revendications transitoires.

Il serait souhaitable qu'une discussion s'engage à propos de l'article du camarade Loris.

LE fascisme italien, après avoir été le héraut de la réaction et un modèle largement imité, s'avéra l'un des chaînons les plus faibles de la chaîne capitaliste. Il s'est effondré, il y a un an, et sa chute est pour la réaction un avertissement, comme son apparition en avait été un pour la révolution. Elle révèle l'avenir à Hitler et à tous ses satellites à travers l'Europe.

Quand le régime de Mussolini tomba comme une pomme pourrie, l'Italie entra dans une période d'instabilité révolutionnaire. La révolution italienne en est encore à ses tout premiers pas, mais elle grandira, luttera, s'éduquera et vaincra. Personne n'a plus d'illusion quant à la stabilité du régime présent. Demain, cette instabilité sera celle de toute l'Europe. Après la chute des dictatures, le vide politique sera temporairement rempli par des régimes d'expédients, incapables non seulement de résoudre aucun des problèmes fondamentaux des peuples européens, mais simplement de les regarder en face. Les masses travailleuses rassembleront leurs forces et entreront en action. Le rythme du développement révolutionnaire dépendra de plusieurs facteurs qui ne peuvent être analysés ici.

Ainsi, les problèmes de la situation actuelle en Italie doivent être étudiés soigneusement ; d'abord en raison de l'immense importance qu'ils ont en eux-mêmes ; ensuite parce que la révolution italienne n'est que le commencement, et en un sens, la répétition générale de la révolution européenne qui vient.

La République

Le problème central de la vie politique italienne a été, jusqu'à maintenant, l'existence de la monarchie. Les discussions sur cette question ont pleinement mis en lumière la servilité, la corruption et l'ignominie de tous les partis officiels italiens, y compris les stalinienens. Le roi a été le complice de Mussolini pendant vingt ans. Avant de quitter les Etats-Unis pour l'Italie, le soi-disant libéral comte Sforza écrivait : « Il se peut qu'une partie des Italiens soit encore pour la monarchie, mais après tant d'actes honteux et de trahisons il n'en est ainsi que pour des raisons d'opportunité. » En tout cas, il devint vite évident que les "raisons d'opportunité" étaient assez puissantes pour être respectées, même par le comte Sforza. Nous fûmes alors témoins de la farce politique la plus répugnante, dont les acteurs furent quelques épaves du libéralisme tels que Croce, Sforza lui-même, les stalinienens et les divers partis démocrates et social-démocrates. Dans les coulisses, le roi et son fils, les hautes couches réactionnaires de la société italienne, Churchill et la diplomatie alliée, se réjouissaient d'un spectacle si extraordinaire. Croce, le philosophe du compromis, expliqua qu'il était contre le roi en tant qu'individu mais pas contre l'institution monarchique. Ce fut toujours le rêve des libéraux réactionnaires de conserver la monarchie et d'avoir seulement de bons rois. L'agent des

stalinien Palmiro Togliati (Ercoli) déclara en arrivant de Moscou qu'il était « contre le roi en tant qu'institution, mais non en tant qu'individu » (1). Il avait probablement été impressionné par la remarquable et généreuse personnalité du roi !

Un compromis honteux fut réalisé avec la nomination du prince héritier au grade de Lieutenant-Général du Royaume. Quelques coups de revolver symboliques montrèrent la vénération et l'amour du peuple italien pour cette marionnette de Churchill, du Pape, de Staline et de Roosevelt. La monarchie reste le centre de ralliement de la réaction : des ultra-réactionnaires du "Parti Bleu", de l'Eglise et de Churchill, si préoccupé des questions de sécurité de la Méditerranée. Tout nouveau développement de la révolution italienne va inévitablement soulever la question de l'existence de ce foyer d'intrigues contre le peuple.

A tous les monarchistes, aux cadavres ambulants du libéralisme et aux stalino-royalistes, le parti révolutionnaire doit répondre par le mot d'ordre : *Proclamation immédiate de la république ! Arrestation du roi, du prince héritier et de toute la famille royale ! Confiscation immédiate de tous leurs biens au profit du peuple !*

Le parti qui, durant les semaines présentes, inlassablement diffusera ces mots d'ordre parmi les masses, attirera infailliblement leur attention et les préparera à des slogans plus avancés ; à un stade plus évolué, ce parti jouira de l'autorité d'avoir prévu la marche du développement et d'avoir été aux côtés des masses dans leurs luttes les plus élémentaires. Le bénéfice sera immense.

Le mot d'ordre de la république s'impose d'autant plus, en raison de la situation présente, que les partis ouvriers officiels ont rallié la monarchie.

Le slogan n'est pas dirigé seulement contre le régime actuel et contre les alliés, c'est aussi une arme contre les coalitionnistes. Pour éclairer quelque peu ce problème, nous devons essayer de déterminer à quel stade de la révolution italienne nous nous trouvons. Dans ce but, des parallèles historiques et des exemples sont utiles et même indispensables. A condition d'en user avec suffisamment de prudence et de ne pas oublier les différences, ils peuvent nous fournir de convenables points de repère.

En l'espace de vingt ans, le fascisme a graduellement perdu son influence dans la "masse" de ses partisans petits-bourgeois et est devenu un régime bonapartiste pur et simple, reposant essentiellement sur l'appareil policier. Ainsi la chute de Mussolini a été presque aussi anodine que le renvoi d'un autre chef bonapartiste, Primo de Rivera, en janvier 1930. A Rivera succéda le général Berenguer. Le premier résultat du changement fut l'abolition de la censure, les discussions politiques éclatèrent et le problème politique qui en fut le centre était l'existence de la monarchie. Un an passa pendant lequel les démocrates bourgeois prodiguèrent les discours grandiloquents, les étudiants manifestèrent, les ouvriers luttèrent contre la police. En février 1931, Berenguer démissionna ; deux mois plus tard, Alfonso fut obligé de fuir, et la république fut proclamée. La révolution espagnole était en marche vers de nouveaux sommets.

Si nous suivons le calendrier révolutionnaire espagnol, nous devons considérer que le présent régime du lieutenant-général correspond à l'intermède Berenguer. Les différences entre les deux situations sont importantes et évidentes. Une nouvelle guerre mondiale est en cours, à laquelle participe l'Italie occupée

par les deux camps adverses. Des troupes étrangères resteront sur le territoire italien longtemps encore. D'autre part, une révolution européenne générale approche, à laquelle le sort de la révolution italienne sera étroitement lié. En tout cas, à l'époque présente, le parallélisme historique démontre clairement la justesse du mot d'ordre de la république.

Les autres mots d'ordre démocratiques

La revendication d'une Assemblée Constituante est destinée à jouer un rôle important pendant toute une période du développement de la révolution italienne. Le parti révolutionnaire ne peut manquer d'inscrire à son programme le mot d'ordre du *suffrage universel égal, direct et secret pour tous les hommes et les femmes à partir de 18 ans*. Cependant, il est difficile de déterminer exactement, à l'heure actuelle, les conditions pratiques de l'emploi de ce slogan dans l'agitation quotidienne. L'Italie est encore divisée en deux parties par un front militaire, et tandis que le mot d'ordre conserve toute sa valeur de propagande, un appel aux élections immédiates peut être hors de question. D'autre part, le problème de l'Assemblée Constituante est lié à la question de la monarchie. Il n'est pas impossible que demain le lieutenant-général du Royaume lance un appel aux élections, mais à des élections tronquées, avec des listes électorales réduites, pour un Parlement muselé par une Chambre haute composée elle-même de sénateurs indirectement élus ou même nommés par la Couronne. En pareil cas, le mot d'ordre de l'heure peut très bien être le boycottage des élections.

Tandis que l'agitation immédiate pour l'Assemblée Constituante peut être ajournée à cause de la division du pays en deux parties au moyen d'un front militaire, le parti révolutionnaire peut et doit lancer le mot d'ordre de *l'élection de tous les fonctionnaires par le peuple*. Les Alliés parlent d'une "épuration" des fascistes par l'administration italienne. Ils se plaignent des innombrables difficultés d'une telle opération, cherchent une définition du mot "fasciste", etc., etc. Quand, finalement, ils arrivent à chasser une demi-douzaine de fascistes de leurs sinécures grassement payées, ils en sont aussi vaniteux que s'ils avaient répété l'exploit d'Hercule nettoyant les étables d'Au-gias. Quelle hypocrisie ! Une administration plus efficace et moins coûteuse pourrait être constituée par *l'élection populaire de tous les fonctionnaires dans les villages et les villes*.

Tout programme de revendications démocratiques comprend le *droit de réunion, la liberté d'expression, une presse libre, la liberté d'association, surtout en ce qui concerne les syndicats, etc.* Le parti révolutionnaire doit non seulement lutter inlassablement pour ces droits, mais mobiliser le peuple autour de chaque question concrète où ces droits démocratiques sont en jeu.

Les privilèges de l'Eglise catholique soulèvent des problèmes brûlants pour l'Italie. Le *New-York Times* publiait récemment une photo de l'Italie "libérée" représentant une classe dans une école italienne où un prêtre catholique est en train de déverser son noir obscurantisme sur la tête des infortunés enfants. Le *Times* donnait à entendre que c'était là un des bienfaits apportés à l'Italie par les "libérateurs" anglo-américains. Cependant c'est là un impudent mensonge. Une des premières mesures du fascisme après qu'il eut prit le pouvoir avait été de ramener le crucifix dans les écoles et d'instituer l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles primaires. L'athéiste Mussolini

(1) Depuis, Ercoli a évolué davantage et, en entrant comme vice-président dans le deuxième ministère Bonomi, il a déclaré « que les communistes s'engagent à ne pas déployer une activité qui puisse compromettre la solution de la question constitutionnelle, laquelle sera réglée par la nation à une date ultérieure. »

connaissait aussi bien que le protestant Roosevelt la valeur de l'Eglise catholique pour le conservatisme social.

A l'hypocrite "liberté de conscience" des Alliés, le parti révolutionnaire doit opposer la revendication de la *séparation immédiate de l'Eglise et de l'Etat et la confiscation des biens de l'Eglise au profit du peuple*.

L'occupation allemande en Europe a créé à travers tout le continent, même dans les grands pays de l'Europe occidentale où cette question semblait à jamais résolue, un brûlant problème national. Seuls des "démocrates" superficiels peuvent imaginer que ce problème disparaîtra avec la défaite de l'impérialisme allemand.

Le problème national subsistera d'une façon permanente dans une Europe en ruines. Bien des indices montrent, même à ceux qui se refusent de les voir, que les "libérateurs" anglo-américains se transforment rapidement en envahisseurs. Les plus élémentaires mots d'ordre démocratiques sont dirigés non seulement contre la couronne et ses partisans, les épaves libérales et les staliens néo-royalistes, mais aussi contre le despotisme paternaliste des Alliés, qui interdit toute vie politique à l'exception de la vie politique réactionnaire. Ainsi, les mots d'ordre de république, d'assemblée constituante, d'élections libres, etc..., ont un caractère directement anti-impérialiste. Le parti révolutionnaire doit y ajouter : *Bas les pattes devant la politique italienne ! Laissez s'exprimer le peuple italien !*

L'Italie possède une nombreuse population paysanne que le fascisme a vouée à la pauvreté et au désespoir. L'élaboration d'un *programme concret de réformes politiques et économiques dans les villages* est un devoir urgent du parti révolutionnaire. Les plans de réforme agraire doivent prendre en considération la structure économique de chaque province, montrer comment les difficultés peuvent être surmontées, ouvrir des perspectives d'avenir aux prolétaires ruraux et aux petits propriétaires italiens.

Cette énumération de mots d'ordre démocratiques signifie-t-elle qu'au stade présent de la révolution ils doivent être employés exclusivement ? Pas le moins du monde. Nous n'établissons pas de barrières fixes entre les mots d'ordre démocratiques, transitoires et socialistes. Tous nos mots d'ordre démocratiques, chacun d'eux en particulier, sont intégrés dans notre perspective de renversement total de la société. Nous ne nous bornons pas à ces mots d'ordre. Examiner quel programme transitoire et socialiste devrait être celui de l'Italie à l'heure actuelle dépasse le but de cet article. Mais il n'y a pas de contradiction entre un tel programme et les revendications démocratiques ; au contraire il y a un passage libre et constant des uns aux autres.

C'est indubitablement le devoir du parti révolutionnaire de *rendre populaire l'idée des soviets dès maintenant* (peut-être sous un nom plus approprié aux traditions révolutionnaires italiennes). L'occasion de créer des soviets pourrait même surgir dans un avenir assez rapproché. Mais les soviets ne tombent pas du ciel, tout a fait conscients de leur rôle en tant qu'organes de pouvoir d'Etat. Leur origine est des plus modestes : un comité de grève, un comité d'usine, un comité de défense contre les bandes fascistes, un comité de contrôle des prix, un comité électoral, etc... Dans l'accomplissement de leur tâche limitée, ils se heurtent à des obstacles qui les poussent à entreprendre des tâches plus étendues. Une période révolutionnaire est caractérisée précisément par le fait que la solution du plus petit problème infuse sur le sort de la société entière.

L'opposition entre l'Assemblée Constituante et les soviets est, à l'heure actuelle, complètement artificielle. Elle ne comporte quelque réalité qu'à un stade plus élevé de la lutte, — en fait à sa conclusion. — Si des soviets font leur apparition en Italie

dans le proche avenir, ce sera en mobilisant les masses sur la base de mots d'ordre démocratiques. Des soviets peuvent être créés sous forme de comités électoraux dans le but d'organiser les élections à l'Assemblée Constituante, d'établir des listes électorales, etc... Même en remplissant ces humbles fonctions, ils se heurteront à la résistance de l'appareil administratif bourgeois et seront, petit à petit, forcés de prendre conscience de leur pouvoir et de leur rôle futur. S'ils naissent sous une autre forme, en tant que comités d'usine, par exemple, — et cela est possible dans les villes industrielles, — leur évolution sera tout à fait semblable. La formule ne doit pas être l'Assemblée Constituante ou les soviets, mais : au moyen de la lutte pour l'Assemblée Constituante et les autres revendications, créer des soviets et développer leur conscience politique.

Les revendications démocratiques sont le pont qui prend les masses telles qu'elles sont maintenant et les conduit au programme socialiste.

Réponse à des objections possibles

Sans aucun doute, toute proposition d'un emploi systématique et résolu des mots d'ordre démocratiques imposés par l'ensemble de la situation provoquera, ici et là, des réactions ultra-gauchistes. Nous pouvons imaginer que la plupart des arguments ne seront pas nouveaux, et, comme notre parti a déjà eu l'occasion de les réfuter cent fois, nous pouvons tranquillement attendre qu'on nous les présente à nouveau. Cependant, deux ou trois arguments possibles peuvent être examinés ici, car cela nous aidera à éclairer notre position.

Une argumentation s'opposant à l'emploi de revendications démocratiques peut être la suivante : Les masses italiennes sont affamées et désespérées. Elles n'ont cure de la république, du roi ou du prince héritier ; elles veulent du pain, etc... Cette façon de poser le problème est fortement imprégnée d'anarchisme. Une telle dissociation des tâches politiques et économiques (ou sociales) est complètement erronée. En vérité, nous nous acheminons maintenant en Italie vers une révolution sociale. Il n'y a pas le moindre doute à avoir. Mais cela ne signifie pas que les problèmes politiques disparaissent de la scène. Bien au contraire. Ils surgiront, l'un après l'autre, grands et petits, exigeant de plus en plus impérativement une solution.

Même si nous admettons qu'à l'heure actuelle les ouvriers d'avant-garde s'aperçoivent clairement qu'une république ne peut rien leur apporter, — à moins que ce ne soit un gouvernement ouvrier et paysan, et rien ne prouve que nous soyons déjà parvenus à ce stade, — derrière cette avant-garde se trouvent les ouvriers moins avancés, les travailleurs ruraux, les paysans, les petites gens des villes, sans l'aide et le dévouement desquels la révolution est impossible, qui placent pour le moment leurs espoirs d'avenir meilleur en une république, en une assemblée librement élue par eux. Tous les problèmes économiques et sociaux trouvent leur expression concentrée sur le plan politique et la principale question sur ce plan est monarchie ou république ?

Un autre argument possible contre l'emploi des mots d'ordre démocratiques peut être formulé comme suit : Cet emploi serait parfait si la IV^e Internationale possédait maintenant en Italie un grand parti, capable de mettre en mouvement de larges masses. Malheureusement ce n'est pas le cas. Par conséquent, le problème se pose tout à fait différemment : il consiste en la création d'un puissant parti révolutionnaire et, pour parvenir, tout programme de revendications démocratiques est inutile. Les prémisses de ce raisonnement sont correctes, la conclusion, fautive.

Il est vrai que la construction d'un parti révolutionnaire en Italie est encore à faire et que la victoire est impossible sans la construction d'un tel parti. Mais cette tâche ne saurait être accomplie en dehors de la lutte quotidienne des masses. Ce problème a été discuté bien souvent en Europe, surtout en France et en Belgique, au temps où la situation politique était parvenue déjà à un stade pré-révolutionnaire et où les organisations de la IV^e Internationale étaient encore très faibles. Trotsky et le corps exécutif de la IV^e Internationale se sont toujours résolument opposés aux tendances qui visaient à limiter strictement l'action de nos groupes à des programmes et à des mots d'ordre de propagande jusqu'au jour où nous aurions formé un grand parti qui surgirait comme Minerve de la tête de Jupiter.

Un des résultats de ces controverses fut l'adoption, en 1934, par la section française de la IV^e Internationale, d'un programme d'action (publié en anglais dans *IV^e Internationale* d'octobre 1932), dont l'étude approfondie est un devoir pour tout révolutionnaire désireux de jouer un rôle dans la révolution européenne qui vient.

Enfin il y a un argument que je voudrais réfuter ici, bien que non sans quelque hésitation, car il est tout à fait banal. Le voici : Comment pouvez-vous écrire quoi que ce soit de valable sur ces questions, ici à New-York, à des milliers de kilomètres de distance de l'Italie ? Ces problèmes doivent être laissés aux révolutionnaires italiens. Après tout, ce ne sont pas des questions de principe ou de stratégie, mais des détails de tactique dépendant des dispositions des masses, et qui doivent être laissés à ceux qui sont en contact direct avec elles.

En réalité, chaque mot d'ordre que nous pouvons lancer à l'étranger a, dans une certaine mesure, un caractère de tentative. Mais nous disposons néanmoins pour nous aider, d'une grande expérience historique. Notre mouvement a étudié de près les étapes successives de bon nombre de révolutions, leur histoire naturelle pour ainsi dire. Les mots d'ordre proposés dans cet article ne représentent rien de neuf, et l'évidence historique en faveur de leur application à la situation présente en Italie est si grande que la charge de prouver le contraire retombe sur l'adversaire éventuel : c'est à lui de prouver pourquoi ils ne devraient pas être employés.

Parler de revendications démocratiques comme de questions simplement de tactique, indignes qu'on s'en préoccupe de loin, peut être dangereux. Avec la meilleure des stratégies, un parti peut aller à sa perte à cause d'une fausse tactique. Et c'est aussi erroné. Il est vrai que chaque revendication démocratique n'a pas en soi un caractère de principe, car nous pouvons changer l'une par l'autre suivant les circonstances. Mais nous ne pouvons en dire autant de l'emploi des revendications démocratiques en général : elles appartiennent à notre stratégie de la révolution.

Le danger de l'ultra-gauchisme

La guerre a soulevé une énorme vague de réaction. Les organisations ouvrières officielles n'ont pas été les dernières à suivre, ou même à renforcer le courant. Les stalinien ont été, en paroles et en actions, au sommet de la réaction. Les restes de la II^e Internationale, légèrement ofusqués d'un tel degré d'impudence, les suivent de leur mieux.

Dans ces conditions, on pourrait dire : « Le principal danger est l'opportunisme ; pourquoi se préoc-

cuper de l'ultra-gauchisme ? » Une telle façon de poser la question est entièrement fautive. Le danger opportuniste est énorme, en vérité, mais c'est précisément la raison pour laquelle le danger sectaire ne devrait pas être ignoré, mais attentivement surveillé. L'opportunisme n'élimine pas l'ultra-gauchisme, mais au contraire, l'engendre. L'ultra-gauchisme, n'est qu'une autre face de l'opportunisme, son ombre, une réaction infantile contre lui, et, en un sens, la rançon que doit payer pour lui la classe ouvrière.

La putréfaction de la II^e Internationale pendant la dernière guerre provoqua bien des tendances ultra-gauchistes. L'organisation allemande de Luxembourg et de Liebknecht était imprégnée d'ultra-gauchisme et se cassa la tête justement pour cette raison ; en France, l'opportunisme se mêlait à l'ultra-gauchisme dans des mots d'ordre grandiloquents, etc., etc.... Lénine fut obligé d'écrire un pamphlet spécial contre l'ultra-gauchisme, maladie infantile.

A la fin de la présente guerre, et avec la montée révolutionnaire, nous pouvons nous attendre aux mêmes tendances, probablement, avec une intensité bien plus considérable. Une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires surgira qui n'aura pas accumulé beaucoup d'expérience. Dans plusieurs pays, et surtout en Italie, ils auront grandi dans l'illégalité, sans beaucoup d'occasions d'étudier les leçons du passé. Les crimes de l'ordre bourgeois ont été tellement atroces, la servilité des fonctionnaires des partis ouvriers si répugnante, que l'on peut s'attendre à bien des réactions impatientes. De plus, l'Europe a connu quatre années de sabotage et de terrorisme qui ne peuvent pas manquer de laisser des traces d'aventurisme dans la politique de plus d'un bon parti ouvrier révolutionnaire.

Sous les coups de l'expérience, l'ultra-gauchisme a été forcé, pendant les vingt années de l'entre-deux guerres, d'abandonner plusieurs de ses positions initiales. Mais le point auquel il resta le plus obstinément attaché fut son opposition à l'emploi des mots d'ordre démocratiques et transitoires. Notre mouvement doit mener une longue lutte, précisément sur ce point. Il n'est pas inutile de le signaler dès maintenant, un des premiers documents politiques qui nous sont arrivés d'Italie, le manifeste des trotskystes italiens, ne contient que quelques parties confuses et erronées qui ont déjà été examinées dans notre presse. Mais un aspect nettement négatif du document, c'est son caractère abstrait, son éloignement de la vie politique italienne et par conséquent son incapacité à mettre en avant un programme d'action lié aux besoins des masses italiennes.

Nous entrons maintenant dans une époque historique au cours de laquelle la propagande générale ne saurait suffire. Les libéraux, les réformistes et tous les admirateurs du progrès bourgeois ont toujours espéré que la Russie tsariste s'élèverait progressivement jusqu'au niveau culturel et démocratique de l'Europe occidentale. Ce fut tout le contraire. Avec la désagrégation de la civilisation capitaliste, l'Europe occidentale est tombée au niveau de la Russie despotique et même bien plus bas encore. Les réformistes et les centristes avaient coutume de considérer le bolchevisme comme un produit de la Russie arriérée, pas assez bon pour le socialisme occidental éclairé.

Mais maintenant, l'Europe tout entière est "bonne" pour le bolchevisme. L'histoire met *tous* les enseignements du bolchevisme à l'ordre du jour plus impérativement que jamais. Et l'un de ces enseignements, c'est le mépris du bolchevisme pour la simple propagande visant à éclairer sur les vertus du socialisme, c'est sa capacité à sentir les aspirations des masses, à exploiter le côté progressif de ces aspirations et, sur ce point, à mener une action susceptible de détacher les masses de leurs partis et de leurs chefs conservateurs. Puisse cette leçon n'être pas oubliée dans les temps présents.

LA RÉVOLUTION GRECQUE

(Suite de la page 9)

En juillet 1943, le roi, conseillé par les Anglais, fait une première concession à la pression des masses grecques : il a déclaré que six mois après la « libération » de la Grèce on procédera à des élections pour une Assemblée Constituante qui décidera de la question constitutionnelle.

L'E.A.M. a répondu en exigeant du roi qu'il ne revienne pas en Grèce avant un pleiscite, et sa participation au gouvernement du Caire. Le roi, conseillé de nouveau par Casey, le ministre britannique pour le Proche-Orient, refuse de satisfaire ces demandes.

En avril 1944, on apprenait subitement que Vénizelos succédait à Tsoudéros. Ce changement survenait à la suite de la révolte des équipages des navires de guerre grecs ancrés dans la rade d'Alexandrie, ainsi que des soldats de la 1^{re} brigade de l'armée grecque du Proche-Orient, qui se solidarisaient avec le mouvement de l'E.A.M. et de P.E.L.A.S. en Grèce refusaient d'obéir au roi, à son gouvernement et aux Anglais Vénizelos ayant paru trop mou à Churchill pour réprimer sévèrement la mutinerie, fut évincé et dut céder la place à Papaandréou, politicien réactionnaire de second plan, que les ouvriers grecs ont toujours considéré comme un des représentants authentiques de la droite, mais que Churchill a fait connaître au monde comme un pur « socialiste ».

Papaandréou, agissant conformément aux ordres de ses maîtres du Foreign Office, d'un côté emprisonnait et assassinait les marins et les soldats révoltés, courait l'armée et la marine de tout élément de gauche et mettait sur pied des formations armées réactionnaires telles que la « Brigade de Montagne » et le « Bataillon Sacré » ; de l'autre côté, manœuvrait pour discréditer et désagréger l'E.A.M. Son succès culminant fut le Congrès du Liban en mai 1944 qui a décidé, avec l'accord des représentants de l'E.A.M., la constitution d'un « gouvernement national ». Cependant, c'est seulement en août 1944 que l'aile droite de l'E.A.M. vainquit l'opposition des masses et l'aile gauche du Parti Communiste qui se dessina dans son sein, sans jamais arriver à se cristalliser fermement, et envoya six représentants de cette organisation pour compléter le « gouvernement national » de M. Papaandréou.

En octobre 1944, les Anglais débarquaient en Grèce.

Churchill, dans un langage clair, a expliqué aux Communes le 8-12-44 les véritables raisons de cette action « honteuse », tellement tardive, malgré la faiblesse des effectifs allemands en Grèce et malgré la détresse extrême du pays. Il a dit textuellement : « J'ai in-

sinué au Président (Roosevelt) que nous devrions rassembler des forces pour entrer en Grèce quand la position des Allemands serait suffisamment affaiblie, et surtout pour sauver Athènes de l'anarchie et de la famine qui la menaçait. J'attirais son attention sur le fait que si l'y avait un long intervalle entre le départ des autorités allemandes de la ville et le moment où un gouvernement organisé pourrait être établi, il était fort probable que l'E.A.M. et les communistes extrémistes essaieraient de s'emparer de la ville et d'étouffer toutes les autres formes d'expression en Grèce, excepté la leur. »

« ...Mon ami honoré, le Président, était d'avis que nous devrions certainement dresser nos plans et par conséquent, à la Conférence de Québec, il fut proposé par les chefs d'états-majors interalliés, que les Anglais prépareraient une armée pour occuper la région d'Athènes, ouvrant ainsi la voie pour l'envoi de secours pour l'établissement de la loi et de l'ordre, et pour l'instauration du gouvernement grec, que nous et la grande majorité des Nations Unies avions reconnu. »

Ce but contre-révolutionnaire, l'impérialisme britannique l'a poursuivi après la « libération », qui a coûté en tout trois cents soldats britanniques, avec une implacable résolution, d'autant plus que l'agitation des masses, en partie comprimée pendant l'occupation nazie, se donnait maintenant libre cours, et devenait réellement menaçante pour l'ordre capitaliste. Des manifestations monstres se déroulaient fréquemment dans les grandes villes, réclamant l'abolition de la monarchie, la dissolution et le châtiement des « Bataillons de sécurité », de la police et de la gendarmerie, l'amélioration du ravitaillement resté sur le même niveau de famine que sous l'occupation nazie.

Devant l'indulgence coupable du gouvernement envers les éléments réactionnaires le peuple armé procédait lui-même dans les rues d'Athènes et ailleurs à leur châtiement. La révolution était ce là, se nourrissant chaque jour davantage de l'exaspération des masses à chaque contact avec la réalité économique et politique de la « libération » aussi sinistre, aussi abominable que celle d'hier sous l'occupation nazie.

**

Trotsky disait encore un peu avant son assassinat qu'« à l'époque actuelle, chaque question importante, nationale ou internationale, sera résolue par les armes et non pas par des moyens pacifiques », et les masses grecques avaient compris ou avaient senti confusément cette vérité.

A toute tentative de la bourgeoisie, de l'impérialisme britannique, et même de leurs chefs petits-bourgeois, de les désarmer, elles opposèrent jusqu'au début de décembre 1944 un refus obstiné. Scobie décida d'y parvenir par la force et la famine. Si les troupes coloniales et les parachutistes britanniques ne s'étaient pas trouvés en Grèce, si les canons de la Home Fleet, les Spitfires de la R.A.F. et les tanks fabriqués en Amérique n'étaient pas intervenus massivement et brutalement, la révolution grecque aurait connu un tout autre développement, qui étonnerait en premier lieu, plus qu'elle ne l'a fait, ses propres chefs petits-bourgeois de l'E.A.M. Mais Scobie avait un plan arrêté, et Papaandréou n'était pas moins pressé d'en finir avec une situation qui ne laissait pas dormir tranquille la bourgeoisie grecque depuis au moins deux ans.

Quand les mercenaires de la police grecque ouvrirent le feu sur la manifestation tenue le dimanche 3 décembre à Athènes pour protester contre la décision du gouvernement de désarmer coûte que coûte les partisans, la foule était sans armes. Mais, le soir même, un vent révolutionnaire soufflait dans les quartiers et les faubourgs prolétariens d'Athènes et du Pirée ; les armes, quand elles existaient, sortaient de leurs cachettes ; d'autres étaient fabriquées avec des moyens de fortune. On a vu ainsi le lendemain, quand la grève générale se déclencha comme un ouragan à travers tout ce pays, les dockers du Pirée manifester « armés de simples couteaux et de bâtons, de bois et de fer ». La lutte s'annonçait longue, âpre, incertaine, mais le peuple l'acceptait comme nécessaire.

Entre le 3 décembre 1944 et le 5 janvier 1945, date à laquelle la résistance cessa dans la région d'Athènes, les masses ont déployé une activité révolutionnaire qui restera parmi les plus beaux exemples du mouvement prolétarien. Elles ont fait face, pendant plus d'un mois, aux forces combinées de l'impérialisme britannique et de la réaction grecque, en plein hiver, sans nourriture, sans chauffage, sans lumière, sans médicaments et même sans vêtements et sans souliers (rapport du médecin de l'armée des Etats-Unis, Max Milberg).

Les usines et les maisons des quartiers populaires d'Athènes et du Pirée étaient devenues autant de forteresses de résistance qui ne prenaient fin que lorsque les bombes des canons, des tanks et des avions anglais les démolissaient entièrement. Les pierres des maisons d'Athènes et du Pirée ont servi à ériger les barricades qui ont tenu en échec pendant plusieurs semaines le mouvement des forces blindées britanniques. Les combattants avaient l'appui « de la plupart des quartiers ouvriers d'Athènes » est obligé d'avouer le journal conservateur anglais *Daily Express* du 11-12-44. « Les femmes traversent les rues avec les armes cachées sous leurs jupes et des grenades cachées dans leurs paniers. Les enfants apportent la nourriture à leurs parents qui combattent des toits des maisons. » (*Ibidem.*)

La grève générale eut un succès complet tant dans la région d'Athènes que dans le reste du pays. Les ouvriers et les paysans, pendant un mois, ont consenti à tous les sacrifices. Quant la résistance cessa en Attique, il y avait seize mille tués et prisonniers du côté du peuple et six mille habitations ouvrières complètement rasées.

Les renseignements sont encore rares sur ce que fut l'activité politique et sociale des masses pendant cette période. Nous savons seulement que la Milice Populaire avait désarmé et remplacé partout les restes des forces réactionnaires et policières ou autres ; que des tribunaux populaires avaient remplacé les juges bourgeois ; qu'à Salonique, les ouvriers contrôlaient le ravitaillement et le logement.

L'E.A.M. fut placée dès sa constitution sur la plateforme de la « démocratie populaire » de la *Laocratie*, professée avec tant de foi naïve déjà bien avant la guerre par une de ses personnalités les plus éminentes, par Slovos, dans ses cours de « droit constitutionnel » à l'université d'Athènes. Le malheur, c'est que cette idéologie petite-bourgeoise qui rêvait, grâce au rassemblement de toutes les bonnes volontés, faire de la Grèce livrée jusqu'alors à l'arbitraire de ses généraux farouches et de ses politiciens sans scrupules, un pays « démocratique » dont la vie politique fonctionnerait selon les règles les plus classiques du « droit constitutionnel », avait gagné aussi les dirigeants du Parti Communiste grec, ces marxistes réalistes d'autrefois.

Plusieurs d'entre eux avaient d'ailleurs une prédisposition naturelle pour la « démocratie populaire » à l'instar de certains de leurs confrères du Parti Communiste bulgare, non pas seulement depuis la période « Front populiste » du Kominintern, mais même bien avant, vers 1924-1925, quand ce dernier ne pouvait être accusé d'une telle inconséquence. Ils étaient d'autant plus fascinés par cette illusion de la « démocratie populaire », que la réalité grecque (et mondiale) se refusait obstinément à leur offrir, à l'époque du capitalisme décadent, autre chose que la dictature de la bourgeoisie, soit à peine camouflée, derrière le parlementarisme de Vénizelos, soit le plus souvent ouverte, sous les régimes de Présidents, des Plastiras, des Pangalos, des Kondylis, des Metaxas.

Les dirigeants de l'E.A.M., nourris du catéchisme « front populiste » et du « droit constitutionnel » du professeur Svoos, tâchaient d'arriver à la « démocratie populaire », grâce à une tactique savante et fort compliquée de manœuvres, d'avances et de reculs, d'accords et de désaccords avec le roi, la bourgeoisie grecque et l'impérialisme britannique dont les principales étapes sont les suivantes :

7 Lors de la Conférence du Liban, quand les tribunaux de Papaandréou et ceux des Britanniques avaient déjà condamné à mort vingt et un « leaders » de la muti-

nerie des marins et des soldats d'Égypte, et que 80 % d'entre eux étaient détenus dans des camps de concentration, les dirigeants de l'E.A.M. condamnèrent publiquement et par télégramme adressé à Churchill « la folie criminelle des révoltes ».

En août 1944, ils entrèrent dans le gouvernement de Papaandréou et acceptèrent en principe le désarmement de la milice de l'E.A.M. et de l'E.L.A.S. et la formation d'une armée et d'une police « nationales ». Quand le gouvernement rentra en Grèce en octobre 1944, cet accord restait toujours valable. Ils refusèrent de remettre les armes de leurs formations et démissionnèrent du gouvernement (1^{er} décembre 1944), seulement quand ils sentirent la pression des masses les débordent et quand ils constatèrent que ce désarmement serait unilatéral ; Papaandréou et Scobie ayant rappelé à Athènes la « Brigade de Montagne » et le « Bataillon Sacré », formations réactionnaires formées après « l'épuration » de l'armée d'Égypte, qu'ils considéraient comme le noyau de la nouvelle armée « nationale ».

Ils engagèrent la lutte armée contre Papaandréou et les Britanniques sous la poussée profonde des masses, espérant arriver, à la première occasion, à un compromis. Le 10 décembre, Sarafis se considérait être encore sous les ordres de Scobie. Lors de la Conférence d'Athènes, les 26 et 27 décembre, Partsalidés, secrétaire de l'E.A.M., tenait, s'adressant à Churchill, le langage suivant : « Nous remercions vivement M. Churchill encore une fois d'avoir pris l'initiative de cette rencontre. » Et dans le memorandum adressé par l'E.A.M. à Churchill le 28 décembre et signé par Partsalidés, on lit : « Permettez-moi de vous exprimer la profonde satisfaction du peuple grec pour l'heureux événement de votre arrivée à Athènes afin de trouver une solution à la tragique situation existante entre les Grecs et les Britanniques. »

Un jour avant, Churchill, en quittant Athènes, s'exprimait ainsi en s'adressant aux journalistes : « Nous avons repoussé les rebelles du centre immédiat de la capitale. Nous avons assez de troupes pour nous rendre complètement maîtres de la ville d'Athènes. Plus tôt les partis en présence entendront raison, plus tôt il sera possible de mettre fin au combat. Mais la lutte ne s'arrêtera pas tant qu'un résultat ne sera pas obtenu, soit par un négociation amicales, soit par un emploi plus large des armes. »

Les dirigeants de l'E.A.M. ont accepté la solution de la régence et la désignation du métropolitain Damaskinos, cet agent hypocrite au Foreign Office et de la bourgeoisie grecque, qui a appelé aussitôt au pouvoir Plastiras. À partir du 4 janvier 1945, les dirigeants de l'E.A.M., sans être battus militairement reculent, abandonnent volontairement l'Attique, la Béotie, et par l'armistice du 12 janvier livrent à Plastiras et à Scobie Salonique, tous les ports et toutes les villes importantes du pays.

À la contre-révolution de Plastiras ils répondirent par la retraite et la capitula-

tion complètes. Ils livrèrent leurs otages, au moment même où Plastiras « jugeait » et fusillait à Athènes leurs prisonniers ; ils acceptèrent la remise de leurs armes et abandonnèrent même la revendication d'une amnistie générale. Ils trahirent ainsi sur toute la ligne.

**

Jamais que la presse stalinienne de l'étranger jetait tous les anathèmes sur la tête des réactionnaires grecs, sur Papaandréou et Plastiras, en épargnant l'impérialisme britannique et Churchill personnellement, Moscou a garde pendant toute la durée de la crise grecque un silence absolu.

« En ce qui concerne la Grèce, écrivait le 13-12-44 le journal suisse *Basler Nachrichten*, les mineurs de Londres constatent que Moscou s'est imposé la plus grande discrétion. » Le 29-12-44, le correspondant à Stockholm du journal suisse ajoutait : « La radio et la presse de Moscou gardent une réserve extrême sur la question grecque. Leurs rapports quotidiens sur la situation à Athènes ne proviennent que de sources anglaises et américaines. Le point de vue du gouvernement de Londres est mentionné, mais les réactions soviétiques ne donnent aucun commentaire. M. Churchill est personnellement épargné, même dans les citations. »

Les intérêts stratégiques et économiques de l'impérialisme britannique en Grèce sont bien connus par Moscou. Staline avait qu'il serait aussi difficile pour Churchill de reculer en Grèce que pour lui de reculer en Pologne. Son attitude réservée est expliquée en premier lieu par son désir d'éviter la tension des rapports avec l'impérialisme britannique sur une question secondaire pour les intérêts russes. Par contre, le prolongement de la crise grecque et l'intervention brutale à laquelle fut obligé de recourir l'impérialisme britannique pour maîtriser la situation, offrirent à Staline les avantages politiques suivants :

Ils rehaussèrent le prestige de l'U.R.S.S. dans les pays occupés par l'armée rouge, et particulièrement dans les pays balkaniques voisins de la Grèce, Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie), dans lesquels l'U.R.S.S. faisait preuve, par comparaison avec l'Angleterre, de plus de libéralisme et de compréhension pour les aspirations des masses.

Ils enlevèrent à l'impérialisme britannique (et américain) tout argument contre une intervention russe dans les affaires des pays occupés par l'armée rouge, et laissèrent les mains libres à Staline d'en faire autant que les Britanniques en Grèce si les intérêts de la bureaucratie soviétique l'exigeaient.

Cependant, ni les masses grecques, ni le prolétariat mondial n'oublieraient jamais que Staline, maître de la Bulgarie et de la Yougoslavie, pays limitrophes de la Grèce, n'a envoyé ni armes, ni vivres à Athènes combattante, soumise, entre autres, à l'épreuve terrible de la famine.

(FIN PAGE 32)

Trois conceptions de la Révolution

par L. TROTSKY

Ce document fut écrit par Léon Trotsky environ un an avant son assassinat par un agent de Staline, en Août 1940. L'intention première de Trotsky était d'en faire un chapitre de sa biographie de Lénine, à laquelle il travailla pendant son exil en Norvège, et qu'il n'a jamais achevée.

Ce qui est particulièrement important, c'est que dans cet article Trotsky expose d'une façon définitive les points essentiels de ses accords et désaccords avec Lénine sur la théorie de la révolution permanente, et ses applications directes sur le développement de la Révolution russe.

LA RÉVOLUTION de 1905 fut non seulement « la répétition générale pour 1917 » mais aussi le laboratoire d'où surgirent tous les groupements fondamentaux de la pensée politique russe et où toutes les tendances et nuances du marxisme russe s'esquissèrent, ou prirent forme. Au centre des divergences et des disputes se trouvait la question du caractère historique de la révolution russe et de ses futures voies de développement. Cette lutte de conceptions et de pronostics n'a pas en soi de rapport direct avec la biographie de Staline qui n'a pas pris une part indépendante à ces débats. Les quelques articles de propagande qu'il écrivit sur cette matière sont dépourvus du moindre intérêt théorique. Des dizaines de bolchéviks d'aujourd'hui, plume en main, ces mêmes idées et le frent d'une façon bien plus adéquate. Un exposé critique de la conception révolutionnaire du Bolchévisme devrait, de par la nature même des choses, avoir sa place dans une biographie de Lénine. Cependant, les théories ont un sort qui leur est propre.

Si pendant la période de la première révolution et plus tard jusqu'en 1923, alors que les doctrines révolutionnaires étaient élaborées et appliquées, Staline n'eut pas de position indépendante, à partir de 1924 brusquement la situation change. C'est depuis ce moment que commence l'époque de la réaction bureaucratique et de la revision énergique du passé. La trame de la révolution se déroule à l'envers. Les anciennes doctrines sont soumises à des nouvelles évaluations ou à de nouvelles interprétations. D'une façon tout à fait inopinée, au premier abord, l'attention se concentre sur la conception de la « révolution permanente » en tant que source de toutes les bévues du trotskysme. Dorénavant, pour un certain nombre d'années, la critique de cette conception constitue le contenu principal de l'œuvre théorique « sit venio verbo » de Staline et de ses collaborateurs. On peut même dire que tout le stalinisme, sur le plan théorique, se développa par la critique de la théorie de la révolution permanente

telle qu'elle a été formulée en 1905. Par conséquent, l'analyse de cette théorie distincte de celles des menchéviks et des bolchéviks, ne peut manquer de faire partie de ce livre, ne fût-elle que sous forme d'appendice.

★

Le développement de la Russie est avant tout caractérisé par son état arriéré. Cependant, un état historiquement arriéré n'implique pas une simple reproduction du développement des pays avancés avec un délai d'un ou deux siècles. Il engendre une constitution sociale « combinée » entièrement nouvelle dans laquelle les dernières conquêtes de la technique et de la structure capitaliste s'implantent dans des relations de barbarie féodale et pré-féodales, les transformant et les dominant, créant ainsi une situation de relations réciproques de classes toute particulière. Il en est de même dans la sphère des idées. À cause précisément de son état historique atardé, la Russie se trouve être le seul pays où le marxisme, en tant que doctrine, et la social-démocratie, en tant que parti, atteignent un développement puissant même avant la révolution bourgeoise. Il n'est que trop naturel que le problème de la corrélation entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme ait été soumis à une analyse théorique profonde, précisément en Russie.

Les narodniks, essentiellement idéalistes-démocrates, refusèrent de considérer la révolution en cours comme bourgeoise. Ils la qualifièrent de « démocratique » cherchant, au moyen d'une formule politique neutre, de masquer son contenu social, non seulement aux autres mais à eux-mêmes. Mais dans sa lutte contre le narodnikysme, le fondateur du marxisme russe, Plekhanov, décréta, aux alentours de 1880, que la Russie n'avait aucune raison d'espérer une voie de développement privilégiée, que, comme les autres nations « profanes », elle aurait à passer à travers le purgatoire du capitalisme et que, précisément, en suivant cette voie, elle allait acquérir la liberté poli-

tique indispensable pour la lutte du prolétariat pour le socialisme. Plékhanov, non seulement séparait la révolution bourgeoise en tant que tâche de la révolution socialiste — qu'il renvoyait à un avenir indéfini — mais il attribuait à chacune d'elles des combinaisons de forces entièrement différentes.

La liberté politique devait être réalisée par le prolétariat allié à la bourgeoisie libérale ; après plusieurs décades et ayant atteint un niveau plus élevé de développement capitaliste, le prolétariat, en lutte directe contre la bourgeoisie, mènerait à bien la révolution socialiste.

Lénine, de son côté, écrivait à la fin de 1904 :

« Il semble toujours à l'intellectuel russe que reconnaître notre révolution comme bourgeoise c'est la décolorer, la dégrader, l'abaisser... Pour le prolétariat, la lutte pour la liberté politique et pour la république démocratique au sein de la société bourgeoise est simplement un stade nécessaire dans sa lutte pour la révolution socialiste.

« Les marxistes sont absolument convaincus, écrivait-il en 1905, du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que ces transformations démocratiques... qui sont devenues indispensables pour la Russie ne signifient pas en elles-mêmes une tentative de miner le capitalisme, de miner la révolution bourgeoise, mais, au contraire, elles ouvrent la voie, pour la première fois et d'une façon valable, à un développement du capitalisme ample et rapide, européen et non asiatique. Elles rendront possible, pour la première fois, la domination de la bourgeoisie en tant que classe... »

« Nous ne pouvons sauter par dessus le cadre démocratique bourgeois de la révolution russe, insistait-il, mais nous pouvons élargir ce cadre dans des proportions colossales ».

C'est-à-dire, nous pouvons créer au sein de la société bourgeoise des conditions bien plus favorables pour la lutte future du prolétariat. Dans ces limites, Lénine suivait Plékhanov. Le caractère bourgeois de la révolution servait aux deux fractions de la social-démocratie russe comme point de départ.

Il est tout à fait naturel que, dans ces conditions, Koba (Staline) ne dépassa pas, dans sa propagande, ces formules courantes qui constituaient la propriété commune des bolchéviks comme des menchéviks.

« L'Assemblée Constituante, écrivait-il en janvier 1905, élue à la base du suffrage universel, égal, direct, et secret, c'est ce pour quoi nous devons maintenant lutter. Seule cette Assemblée nous apportera la répu-

plique démocratique dont nous avons un si urgent besoin dans notre lutte pour le socialisme. » La république bourgeoise, comme arène d'une lutte de classes de longue haleine pour le but socialiste, telle est la perspective.

En 1907, c'est-à-dire après d'innombrables discussions dans la presse à Pétersbourg et à l'étranger et après une sérieuse expérimentation des prévisions théoriques dans les expériences de la première révolution, Staline écrivait :

« Que notre révolution est bourgeoise, qu'elle doit se terminer par la destruction de l'ordre féodal et non de l'ordre capitaliste, qu'elle peut-être couronnée seulement par la république démocratique. Sur ces points, semble-t-il, tous sont d'accord dans notre parti. »

Staline ne parlait pas de ce par quoi la révolution commence, mais de ce à quoi elle aboutit et il le limitait d'avance et, d'une façon tout-à-fait catégorique, « à la seule république démocratique ». Nous cherchions en vain dans ses écrits, ne fusse qu'une allusion de quelque perspective d'une révolution socialiste en rapport avec un renversement de la démocratie. Telle fut sa position, même au début de la révolution de Février 1917, jusqu'à l'arrivée de Lénine à Pétrograd.

★

Pour Plékhanov, Axelrod et les chefs du menchévisme en général, la caractérisation sociologique de la révolution comme bourgeoise était par dessus tout politiquement valable parce que, d'avance, elle interdisait de provoquer la bourgeoisie par le spectre du socialisme et de la « repousser » dans le camp de la réaction. « Les relations sociales de la Russie ont mûri uniformément pour la révolution bourgeoise », déclarait le chef de la tactique du menchévisme, Axelrod, au Congrès d'unité. « Devant le manque absolu de droits politiques dans notre pays, il ne saurait être question d'une lutte directe entre le prolétariat et les autres classes pour le pouvoir politique... le prolétariat lutte pour obtenir des conditions de développement bourgeois. Les conditions historiques objectives font que la destinée de notre prolétariat est irrémédiablement de collaborer avec la bourgeoisie dans sa lutte contre l'ennemi commun. » Le contenu de la révolution russe était ainsi limité d'avance à ces transformations compatibles avec les intérêts et les vœux de la bourgeoisie libérale.

C'est précisément sur ce point que commence le désaccord fondamental entre les deux fractions. Le bolchévisme se refusait et solennellement à reconnaître que

SELON Marx, l'Etat ne peut pas naître ni se maintenir si la réconciliation des classes est possible.

Mais pour les petits-bourgeois et les philistins professeurs et journalistes, l'Etat devient un conciliateur entre les classes.

Selon Marx, l'Etat est un organe de domination de classe, un organe d'oppression d'une classe par une autre. Son but est la création de « l'ordre » qui légalise et perpétue cette oppression en apaisant la violence des conflits entre les classes.

Mais pour les politiciens petits-bourgeois, ordre signifie réconciliation des classes, et non oppression d'une classe par une autre.

N. LÉNINE (*L'Etat et la Révolution*).

la bourgeoisie russe fut capable de diriger jusqu'au bout sa propre révolution. Avec infiniment plus de force et de constance que Plékhanov, Lénine considère la question agraire comme le problème central du renversement démocratique en Russie. « Le point crucial de la révolution russe, répétait-il, c'est la question agraire (de la terre). Des conclusions concernant la défaite ou la victoire doivent être basées... sur l'estimation de la condition des masses dans la lutte pour la terre ». Avec Plékhanov, Lénine considérait la paysannerie comme une classe petite-bourgeoise ; le programme agraire des paysans comme un programme de progrès bourgeois. « La Nationalisation est une mesure bourgeoise » insistait-il au Congrès d'unité. « Elle donnera une impulsion au développement du capitalisme ; augmentera l'acuité de la lutte de classes ; renforcera la mobilisation de la terre ; causera un afflux de capitaux dans l'agriculture ; fera baisser le prix du grain ». Malgré le caractère bourgeois indiscutable de la révolution agraire, la bourgeoisie russe restait, néanmoins, hostile à l'expropriation des grands domaines et, précisément pour cette raison, était pour un compromis avec la monarchie sur la base d'une constitution d'après le modèle prussien. A la position de Plékhanov préconisant une alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie, Lénine opposa l'idée d'une alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Il proclama que la tâche de la collaboration révolutionnaire de ces deux classes était d'établir une « dictature démocratique », comme unique moyen de nettoyer radicalement la Russie de tous les débris féodaux, de créer un système de paysans libres et d'ouvrir la voie au développement du capitalisme sur le modèle américain et non prussien.

La victoire de la révolution, écrivait-il, ne peut être consacrée que par une dictature, car la réalisation de transformations, dont le prolétariat et la paysannerie ont un besoin urgent et immédiat, provoquera la résistance désespérée des propriétaires terriens, des gros capitalistes et du tzarisme. Il sera impossible, sans dictature, de briser cette résistance et de repousser les tentatives contre-révolutionnaires. Mais ce sera, bien entendu, non pas une dictature socialiste mais démocratique. Elle ne pourra pas toucher (sans toute une série de stades transitoires du développement révolutionnaire), aux bases du capitalisme. Il ne lui sera possible, dans le meilleur des cas, que de réaliser un repartage radical de la propriété foncière en faveur de la paysannerie ; d'introduire un régime démocratique consistant et total allant jusqu'à l'institution de la république ; d'extirper tous les caractères asiatiques et féodaux non seulement de la vie quotidienne du village, mais aussi de l'usine ; d'inaugurer de sérieuses améliorations de la situation des travailleurs en élevant leur standard de vie, et, par dessus tout, de mener à bien la conflagration révolutionnaire en Europe.

★

LA CRITIQUE DES CONCEPTIONS DE LÉNINE

La conception de Lénine constituait un énorme pas en avant dans la mesure où elle préconisait, non des réformes constitutionnelles, mais la réforme agraire comme tâche principale de la révolution, et indiquait la seule combinaison réaliste de forces sociales pour sa réalisation. Cependant, le point faible de la conception de Lénine était la contradiction interne que portait en elle l'idée de « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Lénine, lui-même, restreignait les limites fondamentales de cette « dictature »

quand il la qualifiait ouvertement de « bourgeoise ». Il voulait dire par là que pour sauvegarder son alliance avec la paysannerie, le prolétariat serait obligé, au cours de la révolution à venir, de renoncer à entreprendre, d'une façon directe, les tâches socialistes. Mais cela signifierait que le prolétariat renoncerait à sa propre dictature. Par conséquent, la situation impliquerait la dictature de la paysannerie, même si elle était réalisée avec la participation des ouvriers.

C'était justement ce que disait Lénine en certain cas. Par exemple, à la Conférence de Stockholm en réfutant les arguments de Plékhanov qui s'était élevé contre « l'utopie » de la prise du pouvoir. Lénine déclarait :

« Quel programme sommes-nous en train de discuter ? Le programme agraire. Qui assumera la prise du pouvoir selon ce programme ? La paysannerie révolutionnaire ».

Est-ce que Lénine mélange le pouvoir du prolétariat avec cette paysannerie ? Non répond-t-il en se référant à ses propres mots d'ordre. Lénine différencie complètement le pouvoir socialiste du prolétariat, du pouvoir démocratique bourgeois de la paysannerie. « Mais voyons, s'exclame-t-il encore, est-ce qu'une révolution paysanne est possible sans la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire ». Dans cette formule de polémique, Lénine révèle avec une clarté spéciale la vulnérabilité de sa position.

La paysannerie est dispersée sur la surface d'un immense pays dont les points de ralliement sont les villes. La paysannerie elle-même est incapable de formuler ses propres intérêts car, dans chaque district, ses intérêts ont un aspect différent. Le lien économique entre les provinces est créé par le marché et les chemins de fer, mais l'un et les autres sont entre les mains des villes. En cherchant à s'affranchir des limitations du village et à généraliser ses propres intérêts, la paysannerie tombe inéluctablement sous la dépendance de la ville. Enfin, la paysannerie est également hétérogène dans ses relations sociales : la couche des kulaks cherche naturellement à l'entraîner vers une alliance avec la bourgeoisie des villes, tandis que les couches des paysans pauvres sont portées vers les travailleurs urbains. Sous ces conditions, la paysannerie comme telle est complètement incapable de conquérir le pouvoir.

Il est vrai que dans l'ancienne Chine des révolutions portèrent la paysannerie au pouvoir, ou, pour être plus précis, octroyèrent le pouvoir aux chefs militaires des soulèvements paysans. Ceci conduisit chaque fois à un nouveau partage de la terre et à l'instauration d'une nouvelle dynastie « paysanne » ; à ce point, l'histoire recommençait par le commencement. La nouvelle concentration de la terre, la nouvelle aristocratie, le nouveau système d'usure provoquaient un nouveau soulèvement. Aussi longtemps que la révolution conserve son caractère purement paysan, la société est incapable de sortir de ce cercle vicieux et sans issue.

C'est là la base de l'histoire ancienne de l'Asie, y compris l'histoire ancienne russe. En Europe, dès le début du déclin du Moyen Âge, chaque soulèvement paysan victorieux portait au pouvoir, non pas un gouvernement paysan, mais un parti urbain de gauche. Un soulèvement paysan était victorieux exactement dans la mesure où il réussissait à renforcer la position de la section révolutionnaire de la population urbaine. Dans la Russie bourgeoise du 20^e siècle, il ne saurait pas même être question de la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire.

★

L'OPINION DE LÉNINE SUR LE LIBÉRALISME

★

L'attitude vis-à-vis de la bourgeoisie libérale était, comme il a été dit plus haut, la pierre de touche de la différenciation entre les révolutionnaires et les opportunistes dans les rangs de la social-démocratie.

Quel serait le caractère du futur Gouvernement provisoire révolutionnaire ? En face de quelles tâches serait-il placé ? Dans quel ordre ?

Ces très importantes questions ne pouvaient être correctement posées que sur la base du caractère fondamental de la politique du prolétariat, et le caractère de cette politique était à son tour déterminé tout d'abord par l'attitude envers la bourgeoisie libérale.

De toute évidence, Plekhanov fermait obstinément les yeux devant la conclusion fondamentale de l'histoire politique du XIX^e siècle : Chaque fois que le prolétariat va de l'avant comme une force indépendante, la bourgeoisie se réfugie dans le camp de la contre-révolution. Et plus les masses déploient d'audace dans leur lutte, plus rapide devient la dégénérescence réactionnaire du libéralisme. Nul n'est encore parvenu à inventer un moyen propre à paralyser les effets de la loi de la lutte des classes.

« Nous devons rechercher le soutien des partis non-prolétariens, répétait Plekhanov pendant les années de la première révolution, et non pas les repousser par des actes dépourvus de tact ».

Par des prédications monotones de ce genre, le philosophe du marxisme montrait que le dynamisme vivant de la société lui était inaccessible.

Les « manques de tact » peuvent repousser un intellectuel susceptible en tant qu'individu. Les classes et les partis sont repoussés par les intérêts sociaux.

« On peut dire avec certitude, répondait Lénine à Plekhanov, que les libéraux et les propriétaires terriens vous pardonneront des millions de « manques de tact », mais ne vous pardonneront pas une tentative de leur prendre la terre ».

Et pas seulement les propriétaires terriens. Les sommets de la bourgeoisie sont liés aux propriétaires par l'unité des intérêts de propriété, et plus étroitement par le système des banques. Les sommets de la petite-bourgeoisie et de l'intelligentsia dépendent matériellement et moralement des gros et moyens propriétaires. Elles craignent le mouvement indépendant des masses.

Cependant, pour renverser le tsarisme, il était nécessaire de mener plusieurs dizaines de millions d'opprimés à un assaut révolutionnaire héroïque, plein d'abnégation, et qui ne s'arrêterait devant rien. Les masses peuvent être soulevées en vue de l'insurrection, uniquement sous la bannière de leurs propres intérêts, et par conséquent, dans un esprit d'hostilité irréconciliable envers les classes exploiteuses, en commençant par les propriétaires terriens. La « répulsion » de la bourgeoisie oppositionnelle à l'égard des ouvriers et des paysans révolutionnaires était donc une loi immanente à la révolution elle-même, et ne pouvait être évitée par des moyens de diplomatie et de « tact ».

Chaque nouveau mois confirmait l'appréciation léniniste du libéralisme. Contrairement aux espérances des menchéviks, les cadets, non seulement n'étaient pas prêts à prendre leur place à la tête de la révolution « bourgeoise », mais au contraire, découvraient de plus en plus leur mission historique dans leur lutte contre elle.

Après l'écrasement du soulèvement de Décembre, les libéraux, qui occupaient l'avant-scène politique à l'éphémère Douma, cherchèrent, de toute leur force, à se justifier aux yeux de la monarchie et à se disculper du manque de fermeté de leur conduite contre-révolutionnaire pendant l'automne 1905, alors que le danger menaçait les soutiens les plus sacrés de la « culture ».

Le chef des libéraux, Milioukov, qui menait les négociations secrètes avec le Palais d'Hiver, prouva très correctement dans la presse qu'à la fin de 1905, les cadets ne pouvaient même pas se montrer devant les masses. « Ceux qui maintenant blâment le parti (des cadets), écrivait-il, parce qu'il n'a pas protesté, dans le temps, en organisant des meetings contre les illusions révolutionnaires du trotskysme... ne comprennent simplement pas ou ne se souviennent plus de l'atmosphère qui régnait dans le temps, dans les réunions démocratiques publiques durant les meetings ».

Par les « illusions du trotskysme », le chef libéral entendait la politique indépendante du prolétariat qui attirait vers les soviets les sympathies des plus basses couches des villes, des soldats, des paysans, et de tous les opprimés, et qui, pour cette raison, provoquait la répulsion de la « société cultivée ».

L'évolution des menchéviks se déroula sur des lignes parallèles. Ils avaient de plus en plus fréquemment à se justifier devant les libéraux d'avoir formé un bloc avec Trotsky en 1905. Les explications de Martov, la publicité talentueuse des menchéviks se résument en ceci : qu'il était nécessaire de faire des concessions aux « illusions révolutionnaires » des masses.

(A SUIVRE)

La théorie de la lutte de classes n'a pas été créée par Marx, mais par la bourgeoisie avant Marx, et elle est généralement acceptée par la bourgeoisie.

Celui qui reconnaît seulement la lutte de classes n'est pas encore un marxiste.

Est marxiste celui qui étend l'acceptation de la lutte de classes jusqu'à l'acceptation de la dictature du prolétariat.

N. LÉNINE

(L'Etat et la Révolution).

NOUVELLES DE L'INTERNATIONALE

ETATS-UNIS

LA CONFÉRENCE NATIONALE DU S.W.P.

PPLUS de 400 délégués et participants ont assisté à la 11^e Conférence nationale du Socialist Worker Party (section américaine de la IV^e Internationale), qui s'est tenue entre le 16 et le 20 Novembre 1944 à New-York.

La Conférence a démontré que, malgré les persécutions de Roosevelt, qui ont eu comme résultat l'emprisonnement de 18 membres de la direction, le S.W.P. n'a cessé de croître et de progresser. Le S.W.P. est considéré aujourd'hui, dans tous les Etats-Unis, comme le seul parti qui a un programme sérieux d'opposition à la guerre impérialiste.

La Conférence a démontré que le Parti a su, au cours de sa campagne pour la défense des 18 emprisonnés, recruter de nombreux membres parmi les meilleurs éléments du mouvement ouvrier.

La Conférence a adopté deux résolutions politiques. La première analyse le développement de la situation révolutionnaire en Europe, la deuxième, la profonde crise que traverse l'impérialisme américain. Elle formule le programme trotskyste des revendications transitoires par lesquelles la classe ouvrière doit répondre au développement de cette crise.

Quelques uns parmi les plus intéressants rapports des délégués provenaient des milieux d'ouvriers avancés qui avaient déjà adopté ces mots d'ordre.

Se basant sur la perspective du développement révolutionnaire de la situation en Europe et de la radicalisation de la classe ouvrière aux Etats-Unis, la Conférence a élaboré un programme prévoyant le renforcement considérable de la presse du parti et le recrutement de nouveaux membres.

La 11^e Conférence nationale du S.W.P. a démontré que le parti est en train de devenir une force déjà reconnue par l'ensemble du mouvement ouvrier américain, et qui se confond, dès maintenant, avec l'avant-garde militante de la classe ouvrière des Etats-Unis.

Le message de solidarité suivant a été adressé par la Conférence au mouvement trotskyste européen :

« C'est avec beaucoup de joie et d'espoir que la Conférence du S.W.P. a entendu les enthousiasmantes nouvelles de l'activité du mouvement trotskyste en France, en Italie, en Belgique et en Europe Occidentale. Notre mouvement, en Europe, a résisté aux terribles épreuves de la répression fasciste et de la guerre impérialiste. La place d'honneur est réservée à la longue liste de nos martyrs tombés sous les balles ou dans les camps de concentration des bourreaux nazis. L'organisation d'un parti trotskyste dans le feu de la crise révolutionnaire en Italie. La participation des bolchévik-léninistes français au soulèvement de Paris du mois d'Août sont autant de belles promesses pour l'avenir du trotskysme en Europe.

Nous sommes pleinement confiants dans nos partis d'Europe qui sauront mobiliser les masses dans la lutte pour le pouvoir des soviets et les Etats-Unis socialistes d'Europe. C'est avec ce programme que les

partis de la IV^e Internationale arracheront la direction des masses aux staliniens et aux social-démocrates, valets de l'impérialisme, et les conduiront à la libération de la tyrannie des anglo-américains, nouveaux conquérants du continent. Nous garantissons notre aide illimitée et notre collaboration à nos camarades d'Europe. Nous remuneros terre et ciel pour mobiliser la classe ouvrière américaine afin qu'elle seconde ses frères de classe qui ont engagé la lutte révolutionnaire sur le continent européen contre les oppresseurs indigènes et étrangers. Nous mobiliserons toutes nos forces et toutes nos ressources pour contribuer à la construction et au renforcement de nos partis. Vous pouvez compter sur nous. »

CANADA

UNE conférence nationale de l'organisation trotskyste a eu lieu récemment avec la participation de plusieurs représentants des différents centres du pays.

Cette Conférence était la première que nos camarades canadiens ont pu tenir sur une échelle nationale, depuis le commencement de la guerre.

Elle reflète l'activité politique et économique croissante des masses canadiennes dont la radicalisation se manifeste aussi bien par les succès électoraux de la Coopérative Commonwealth Fédération, l'équivalent du Labour Party britannique au Canada, que par les progrès du mouvement syndical. Plusieurs représentants étaient membres actifs des syndicats et du mouvement de la C.C.F.

Dans un esprit de grande confiance en l'avenir du mouvement révolutionnaire au Canada et internationalement, la Conférence a discuté les perspectives du mouvement ouvrier et a adopté un programme d'action des trotskystes canadiens pour la période prochaine.

Une nouvelle direction nationale a été élue. La Conférence a envoyé ses salutations fraternelles aux sections trotskystes des Etats-Unis et d'Angleterre, ainsi qu'un message de solidarité à Natalie Trotsky.

La Conférence a marqué un grand pas en avant de l'organisation canadienne. Plusieurs questions politiques importantes ont été clarifiées et un plan organisationnel concret a été établi dans le but d'activer la construction du parti bolchévik canadien.

URUGUAY

LE gouvernement réactionnaire de l'Uruguay, poursuivant sa politique anti-ouvrière, a arrêté, au mois d'octobre 1944, 9 militants de notre organisation Liga Obrera Revolucionaria (Ligue Ouvrière Révolutionnaire), dans un local du syndicat des ouvriers du transport de Montevideo.

Il les accuse d'avoir fait partie d'un cercle d'études marxistes. La Liga Obrera Revolucionaria a fait appel à toutes les organisations progressives du pays pour se

joindre à elle dans un mouvement de protestation contre les persécutions gouvernementales, et pour la défense des droits civiques.

Sa proposition de la constitution d'un comité de défense permanent semble avoir été bien accueillie.

INDES

Le mouvement trotskyste aux Indes a pris naissance dans la colonie britannique de Ceylan, en 1936, par la formation du LANKA SAMĀ SAMĀJĀ PARTY, le Parti Socialiste de Ceylan.

Le nouveau parti basa, dès les débuts, son activité sur le programme trotskyste et fit des rapides progrès parmi les 6 millions d'esclaves ceylanaïses de l'impérialisme britannique.

Aux élections de 1938, deux représentants du Parti, les camarades N.M. Péra et Philippe Gunawardene, entraient dans le Ceylan State Council.

Le déclenchement de la guerre impérialiste en Europe, en 1939, et le renforcement du mouvement de libération nationale aux Indes, décida l'impérialisme britannique à passer à l'attaque résolue contre l'organisation trotskyste grandissante.

En septembre 1939, les autorités britanniques violant leur immunité parlementaire, arrêterent les camarades Perera et Gunawardene ainsi que d'autres membres du Parti, et les envoyèrent sans jugement dans un camp de concentration. Deux ans après, en Mars 1942, le gouverneur britannique de Ceylan, Sir Andrew Caldecott, proclamait officiellement l'illégalité du mouvement trotskyste en Ceylan.

Attirés par le développement grandiose, à cette époque, du mouvement de libération nationale aux Indes, les camarades Perera et Gunawardene ont pris la décision de s'évader du camp de concentration et de se rendre aux Indes.

Arrivés dans ce pays, après leur évasion facilitée par leurs propres gardiens, ils n'ont pas tardé à grouper autour d'eux et autour du programme de la IV^e Internationale, un noyau important d'ex-militants du Parti Staliniens et du Parti Socialiste, et à fonder le Parti Bolchevik-Léniniste des Indes ainsi qu'une organisation trotskyste à Burma.

Les camarades Perera et Gunawardene, activement recherchés par la police britannique, ont continué leur travail révolutionnaire aux Indes jusqu'en Juillet 1943

Arrêtés de nouveau à cette date par la police britannique à Bombay, grâce à la dénonciation des staliniens (dont le parti, soutenant l'impérialisme britannique, travaille aujourd'hui légalement aux Indes), ils ont été envoyés, après 5 mois de détention aux Indes, à Ceylan pour être jugés. Leur procès a eu lieu à Kandy (Ceylan) le 8 Février 1944. Ils ont été condamné de nouveau à plusieurs années de prison.

Leurs déclarations devant les juges britanniques que nous espérons publier dans le prochain n° de notre revue, constituent un exemple d'attitude révolutionnaire et de fidélité au programme de la IV^e Internationale.

Aujourd'hui, malgré la répression de l'impérialisme britannique, la fédération des Partis Bolchéviks-Léninistes des Indes, de Ceylan et de Burma, continue son activité. Tous les documents reçus de nos camarades Hindous (entre autres leur organe théorique Révolution Permanente) démontrent la haute qualité de leur niveau théorique et politique, et constituent les plus solides gages de leur victoire prochaine.

EGYPTE

Le gouvernement égyptien vient d'ordonner la suspension du journal trotskyste Al Majda Al ladida publié en langue arabe au Caire. Il s'agit d'une revue de 24 pages dont le premier n° parut aux débuts de l'année 1944.

L'attaque du gouvernement a été motivée par son souci de réprimer l'agitation grandissante « d'une série de groupes gauchistes actuellement en action en Egypte ».

U. R. S. S.

LE SORT DES VIEUX BOLCHEVIKS

Le Courrier Socialiste, organe du groupe d'Abramovitch des menchéviks russes, publie les informations suivantes concernant les communistes russes qui furent « épurés » au cours de la période qui suivit les « Procès de Moscou », c'est-à-dire depuis 1936.

Ces informations remontent à l'été 1941, à la veille de la guerre germano-soviétique. Le nombre de communistes détenus dans les prisons, les camps de concentration et exilés à cette époque, s'élève à plusieurs centaines de milliers. Une prison spéciale avait été construite quelque part dans la région désertique de Yakutsk : les personnalités les plus éminentes s'y trouvaient incarcérées. Aucune nouvelle n'est parvenue de cette prison car pas un seul des détenus n'a été libéré. Aucune correspondance n'est permise. Tout ce que l'on sait, c'est que plusieurs centaines de membres de la « Vieille Garde », y compris tous les anciens membres du comité central qui n'ont pas été exécutés, ont été envoyés là. Parmi les noms mentionnés figurent celui de Bubnov, Rudzutak, Etkle et d'autres encore.

MORT DE RAKOVSKY ET DE RADEK

Nous apprenons de même source que K.G. Rakovsky est mort en prison « de mort naturelle ». Rakovsky a été une des figures les plus éminentes de la Révolution Russe. Il fut le premier président de la République Soviétique d'Ukraine. Il servit également l'Union Soviétique dans le domaine diplomatique. Membre de l'opposition trotskyste dès le début, à partir de 1923, il capitula en 1934. Il fut condamné à la prison à la suite des procès de Moscou du 2-13 Mars 1937.

On annonce également la mort de Karl Radek, un des journalistes les plus en vue de l'Union Soviétique, ex-membre du comité central du Parti Communiste Russe, du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste de 1919-1924. Radek avait été condamné à la prison à la suite du procès de Moscou du 22-30 Janvier 1937.

Radek mourut dans des conditions mystérieuses peu après sa condamnation, au cours d'une promenade.

Il a été tué par un de ses gardiens, membre du Guépéou, qui l'abattit d'un coup de revolver. Le bruit court que l'assassin exerça une vengeance personnelle sur Radek qui aurait fait des « révélations » compromettant un des parents ou amis de l'assassin. Selon une autre version, l'assassin aurait été membre d'un complot ourdi en vue d'empêcher de nouvelles « révélations » de Radek.

Selon le Courrier Socialiste qui, déjà dans le passé, a publié des informations sûres sur l'Union Soviétique, les nouvelles ci-dessus proviennent d'une source absolument digne de foi.

ITALIE

LE PARTI COMMUNISTE OUVRIER ADHÈRE A LA IV^e INTERNATIONALE

Les nouvelles parvenues d'Angleterre annoncent que le Parti Communiste Ouvrier, organisation fondée en Italie « libérée », vient d'envoyer son adhésion au Secrétariat Européen de la IV^e Internationale.

LA RÉVOLUTION GRECQUE

CONCLUSION

I. — Les événements grecs sont l'exemple d'une situation révolutionnaire qui, ayant mûri, en raison des conditions particulières que nous avons brièvement analysées, d'un rythme plus rapide que dans le reste des pays européens a abouti, de par son isolement, à une défaite.

II. — Les masses ont déployé une activité révolutionnaire étonnante, qui a obligé la direction du parti stalinien, pour éviter le débordement et l'éclatement intérieur, de nuancer sa ligne générale de compromis et de trahison par des manœuvres « gauchistes » plus ou moins compliquées.

III. — Le mouvement des masses a revêtu une forme démocratique par la mise en avant des revendications telles que l'abolition de la monarchie, la dissolution et le châtiement des forces réactionnaires, la démocratisation du régime politique. Cette forme est propre à la première étape de toute révolution qui se déroule dans des conditions politiques analogues à celles de la Grèce (monarchie, gouvernement dictatorial pendant plusieurs années) et en l'absence d'un grand parti révolutionnaire. Mais la logique de la lutte aboutissait nécessairement à l'amplification des objectifs et à l'épuration du mouvement par lui-même de toutes ses inconséquences, à la découverte de son véritable caractère prolétarien et socialiste.

IV. — Les masses grecques, après quelques jours de lutte, ont vu se dresser en face d'elles toute la gamme des partis et des forces de la bourgeoisie, le « libéral » Sophoulis, « l'anti-monarchiste » Plastiras, le « socialiste » Papanandreu, le « résistant » Damaskinos, les « démocrates » Sideris et Sophianopoulos, le monarchiste Tsaldaris, le collaborateur fasciste Dertilis, le prétorien Zervas, tous soudés en un front unique, se défendaient contre l'assaut des masses et le « péril communistes ».

V. — Cependant, l'intervention brutale de l'impérialisme britannique a eu comme résultat de dévier l'activité des masses, principalement vers la lutte anti-impérialiste.

VI. — L'impérialisme britannique défendait en Grèce d'une part une position-clé de sa politique dans le Proche-Orient, et d'autre part ses intérêts économiques en Grèce (1).

(1) La dette nationale grecque contractée envers les banques de Londres s'élève à 300.000.000. de livres. Dans la seule année de 1930-1931, au moment de la plus grande dépression économique, le service de cette

VII. — La situation actuelle en Grèce est caractérisée par l'offensive de la contre-révolution, le recul et une certaine confusion des masses ayant subi le choc de l'impérialisme britannique et la trahison de leurs chefs.

Pour leur regroupement, les Bolchéviques-Léninistes grecs mettront en avant un programme d'action dont les points saillants seront les suivants :

Indépendance de la Grèce ; à la porte les troupes impérialistes britanniques qui soutiennent Plastiras ;

A bas la monarchie et la régence ;

Plébiscite et élections immédiates avec la participation des jeunes et des femmes, à partir de 18 ans ;

Dissolution et châtiement de l'E.D.E.S., des « Bataillons de sécurité », de la police et de la gendarmerie ;

Milice populaire. Tribunaux populaires ;

Reconstruction économique sur la base d'un plan élaboré par les syndicats et appliqué sous leur contrôle, ainsi que sous le contrôle des comités d'entreprises, des comités de quartiers, des comités de ménages, des comités de paysans pauvres ;

Nationalisation immédiate des banques, des grandes entreprises, des moyens de transport ;

Gouvernement ouvrier et paysan ;

Fraternisation et coopération économique avec les autres peuples balkaniques dans le cadre de la Fédération Socialiste Balkanique.

VIII. — La défaite subie par la première vague de la révolution grecque n'est pas décisive, étant donné l'évolution générale de la situation européenne et mondiale.

La révolution grecque reprendra sa marche, ranimée par la flamme de la révolution européenne et, en jonction avec elle, combattra, s'éduquera et vaincra.

dette a absorbé la somme de 3.150.000.000 de drachmes sur le total de 9.970.000.000. de drachmes du budget.

Les banquiers anglais (Hubro et C^o) recevaient un intérêt annuel, extraordinairement élevé de 8,19 %, garanti par les ressources des chemins de fer grecs et de certains services d'utilité publique parmi les plus importants du pays.

LA SEULE VOIE

(SUITE DE LA PAGE 2)

L'approvisionnement et le ravitaillement des pays "libérés" est devenu plus critique que jamais.

Les rations alimentaires en France, en Belgique, en Hollande, en Italie sont maintenant plus basses que pendant l'occupation nazie. Tous les projets et tous les plans grandioses élaborés par l'impérialisme "allié" pour venir immédiatement en aide aux pays "libérés" s'avèrent maintenant soit impuissants, soit purement démagogiques.

L'U.N.N.R.A. est un organisme bureaucratique lourd, instrument de pression politique entre les mains de l'impérialisme américain et anglais, plutôt qu'un organisme capable d'apporter une aide efficace et immédiate aux pays dévastés de l'Europe.

La mesure de la décadence accélérée de cette dernière par rapport à sa situation au lendemain de la première guerre mondiale est donnée, entre autres, par l'état actuel de la France, le pays européen le plus prospère encore en 1939.

Le Times voit dans l'appauvrissement et la désorganisation de la vie économique actuelle de la France les signes du processus commencé en Allemagne en 1922, au moment de la plus grande dépression et de la faillite économique complète de ce pays.

L'Europe tout entière subit actuellement une régression, un développement en arrière qui risque, dans le cas où le prolétariat se montrerait impuissant, de saper les bases matérielles de la révolution socialiste, de provoquer l'asservissement d'une série d'Etats nationaux viables, et de poser de nouveau la question des guerres nationales futures en Europe.

Imaginer l'histoire universelle marchant régulièrement et sûrement de l'avant sans faire parfois de gigantesques sauts en arrière, écrivait Lénine à propos des régressions non seulement possibles, mais même inévitables à l'époque impérialiste, cela n'est pas d'un dialecticien, cela n'est pas scientifique, cela est théoriquement faux.

L'avenir de l'Europe tel que le préparent les impérialistes américains et anglais dans leurs conférences de Téhéran, de Dumbarton Oaks, de Yalta, est en danger. Il devient de plus en plus évident que l'impérialisme extra-européen, profitant de sa force matérielle et de l'affaiblissement parallèle de l'Europe, est en train de la traiter comme une sorte de zone semi-coloniale.

La bureaucratie soviétique, soucieuse de ses propres intérêts nationaux, non seulement ne s'oppose pas à cette politique d'asservissement de l'Europe, mais elle est la première à l'appliquer aux pays qu'elle désire neutraliser.

Ainsi, derrière les phrases hypocrites du communiqué de Yalta, évoquant les principes de la Charte de l'Atlantique, les libertés et l'autodisposition des peuples de l'Europe, les "Trois Grands" ont camouflé la constitution d'un directoire ayant partagé le continent en zones d'influence et prêt à intervenir à la manière de Churchill en Grèce, de Staline en Pologne.

Churchill, de retour de Yalta, faisant escale à Athènes, s'est empressé de donner son véritable sens à la « Charte de l'Europe libérée » en justifiant avec plus de cynisme que jamais la brutale intervention contre-révolutionnaire de l'impérialisme britannique en Grèce.

La bureaucratie stalinienne ayant obtenu une victoire presque complète sur la question polonaise, une semi-victoire sur la question yougoslave, et probablement quelques promesses avantageuses en ce qui concerne l'asservissement projeté de l'Allemagne, considère la conférence de Yalta comme "son" triomphe.

Mais les ouvriers conscients de l'Europe savent qu'aussi bien l'U.R.S.S. que le prolétariat européen et mondial ont tout à craindre et rien à gagner des complots de la diplomatie secrète des impérialistes et des bureaucraties soviétiques.

Les ouvriers conscients savent que seule l'unification, la nationalisation et la planification de l'économie européenne peuvent empêcher la régression dans la barbarie et l'asservissement de l'Europe; qu'un tel but ne peut être réalisé que dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde, où chaque nation sera admise en égale, et où elle atteindra son plein épanouissement culturel et civilisateur.

Les ouvriers conscients savent enfin que la lutte pour cet objectif passe par la lutte implacable contre l'impérialisme et le capitalisme national, ainsi que contre l'opportunisme et la trahison des directions "socialistes" et "communistes". Seule la IV^e Internationale mène aujourd'hui cette lutte.

